

REVOLUTION INTERNATIONALE

ORGANE DU COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL EN FRANCE

Intervention militaire au Rwanda L'AIDE HUMANITAIRE, UN ALIBI AUX MENEES GUERRIERES DE L'IMPERIALISME FRANÇAIS

■ Telle une bête aux abois, l'impérialisme français accourt au Rwanda, armé jusqu'aux dents. 2500 hommes, formés à toutes sortes d'opérations de police impérialiste en Afrique, soutenus par une puissante logistique et un armement de premier ordre (blindés, artillerie lourde, défense et attaque aérienne, etc.) sont lancés dans une offensive militaire rarement égalée dans cette partie du monde. A peine la résolution 929 de l'ONU signée, les troupes déjà présentes à la frontière du Rwanda pénétraient dans le pays, sous couvert d'"aide humanitaire". Ainsi, après avoir laissé les populations s'entre-massacrer sans réagir depuis le 7 avril (et après avoir évacué dans un premier

temps ses troupes et ses propres "ressortissants"), la France se retrouve investie d'une "mission offensive". Cette même bourgeoisie qui a baigné dans le sang jusqu'au cou au Rwanda, comme dans tant de pays d'Afrique, cette bourgeoisie qui a armé, entraîné, organisé, la gendarmerie, les milices et les FAR (Forces Armées Rwandaises) depuis des années, veut faire croire qu'elle intervient là-bas aujourd'hui "pour assurer la distribution de l'aide". Toujours au nom de l'"humanitaire", rien que de l'"humanitaire" !

Alors qu'elle a soutenu le régime en place par la violence, les exactions de toutes sortes, l'assassinat institué en

règle, politique dictée par la férocité de ses appétits impérialistes, la France fait semblant de voler à présent avec zèle au secours "de la seule détresse des populations". Mensonge hypocrite et cynique. Pour essayer de faire gober aux prolétaires ces nouvelles "bonnes intentions" de la soldatesque française, et prétendument les démontrer, elle fait grand bruit autour de son arrivée dans un camp de 8000 Tutsis à Nyarushishi, cherchant à montrer par là sa "neutralité bienveillante". Nulle illusion à avoir, à la clé il n'y a encore et toujours que des massacres, dans une opération militaire impérialiste dont les populations tutsies et hutues vont continuer à payer le prix fort, celui du sang. Vers

la fin du mois de mai, on annonçait déjà le chiffre de 500 000 morts, mais où en est-on à l'heure actuelle ? Sans parler des deux millions de personnes "déplacées", sans toit, sans nourriture, sans soins. Sans oublier le million "officiel" de malheureux immédiatement menacés par la famine. Sans compter les effets incalculables des épidémies qui vont se multiplier dans une population déjà gravement touchée par le SIDA... Tout ce chaos, effrayant, va encore empirer.

L'impérialisme français sous la pression américaine

Sous le masque de "l'humanitaire", les tensions guerrières qui sont à l'origine de cette situation vont s'aggraver et s'étendre. Cette situation ne tombe pas comme un éclair dans un ciel serein, elle est en fait le produit direct d'un affrontement de plus en plus brutal et ouvert entre les requins impérialistes français et américains, qui frappe l'ensemble du continent africain. La France subit une pression accrue des Etats-Unis contre ses intérêts, pression qui a pour but ouvert d'évincer définitivement l'impérialisme français de l'Afrique. Cette offensive américaine d'envergure, concoctée de longue date, fait partie de la stratégie de Washington afin de consolider son leadership sur l'ensemble du monde. Et la France est en ligne de mire, prise dans l'étau implacable d'un encerclement qui passe par le Rwanda, l'Algérie et la corne de l'Afrique.

Le Rwanda, frontière entre la zone sous contrôle anglo-américain et celle sous contrôle de la France, est un enjeu

de taille, et avec les victoires du FPR (Front Patriotique Rwandais), les Etats-Unis ont réalisé une avancée indéniable, directement sur le terrain militaire, au sein de la région sous contrôle français. Car il est certain que le FPR, entraîné, armé puissamment en Ouganda, pays à la botte de Washington, travaille ici pour le compte de l'impérialisme américain. C'est d'ailleurs pour pouvoir faire face à sa montée en puissance que la France s'était empressée de réarmer les forces gouvernementales rwandaises en 1992, par l'achat d'armes à l'Egypte. L'invasion du Rwanda, par un FPR en permanence prêt à intervenir, n'attendait en fait qu'un prétexte.

L'impérialisme français plégé

L'empressement de la France à proposer ses "bons offices" au Rwanda est la réaction d'une puissance affaiblie, qui se précipite pour sauver les meubles, ou ce qu'il en reste. Le gouvernement français n'avait pas le choix ; sa position de puissance impérialiste dominante dans la région l'obligeait de toutes façons à intervenir, pour défendre autant que possible ses intérêts et sa crédibilité vis-à-vis des autres pays africains sous sa coupe. Soumise à la nécessité de se lancer dans cette aventure militaire, à ses propres frais il faut le souligner, la France se retrouve dans une situation dont les perspectives sont loin de lui être favorables.

C'est dans un véritable guépier que se trouve attirée la France, dont elle ne peut sortir que gravement affaiblie, sur le terrain comme au niveau de ses alliances africaines et européennes.

(Suite page 3)

50 ans après la "Libération" LE CAPITALISME, C'EST TOUJOURS LA MISERE ET LA GUERRE

■ En célébrant le cinquantenaire de la fin de la seconde guerre mondiale, toute la bourgeoisie en liesse voudrait faire partager aux prolétaires son euphorie. Voici le message que la gigantesque campagne médiatique orchestrée à cette occasion s'efforce de transmettre : seule la démocratie peut mettre fin à la barbarie, aux génocides, à l'extermination massive des populations. Mensonges !

L'atroce carnage de 1939-45 n'a pas ouvert les portes d'un paradis capitaliste propre et harmonieux. Il a débouché sur la division du monde entre deux blocs impérialistes dont les rivalités, pendant près de cinquante ans, n'ont pas cessé d'attiser des conflits sanglants notamment en Corée, au Vietnam et au Moyen-Orient. C'est avec une même "euphorie", on s'en souvient, que tous les dirigeants de l'Occident "démocratique" ont célébré la faillite des régimes totalitaires du bloc de l'Est en 1990. C'est avec la même volonté de mystifier les prolétaires qu'ils avaient annoncé l'ouverture d'un "nouvel ordre mondial", censé apporter la "paix" et la "prosperité" sur la planète. La guerre de Golfe est venue immédiatement apporter un démenti cinglant à tous ces discours. Depuis la sinistre opération "Tempête du désert", au lieu d'un apai-

sement planétaire, c'est au contraire à une exacerbation sans précédent des tensions impérialistes qu'on assiste. Les alibis antifasciste et antitotalitaire de la veille ont cédé la place à l'humanitarisme. Avec ce nouveau masque démocratique, les grandes puissances mondiales prennent les populations de l'ex-Yougoslavie, de la Palestine et d'Israël, d'Algérie, du Yémen, du Rwanda, en otages pour régler leurs sordides comptes capitalistes. Elles déchainent comme jamais l'orgie meurtrière aux quatre horizons du monde, tout en versant, comble de l'hypocrisie et du cynisme bourgeois, des larmes de crocodiles sur les victimes de leurs propres exactions en venant jouer les "Rambo" et en participant directement au bain de sang (voir article ci-dessus).

L'infamie de la classe dirigeante est-elle due à la prétendue "mauvaise nature de l'homme" qui serait, par essence, le pire des prédateurs ? Certainement pas ! Ce sont les lois absurdes, la logique infernale du capitalisme en crise, qui poussent toutes les fractions de la bourgeoisie vers des affrontements armés. La déchainement toujours plus effroyable de la barbarie guerrière n'est que la manifestation la plus évidente de la faillite d'un système qui ne peut prolonger sa survie qu'en se décompo-

sant dans la boue et dans le sang.

Cette impasse économique, le prolétariat des pays industrialisés la subit aussi de plein fouet quotidiennement sous la forme d'une aggravation de la misère, du chômage massif, des vagues de licenciements à chaque nouvelle accélération de la crise.

Non seulement le mythe de la "prosperité" tant vanté lors de la chute du mur de Berlin a déjà fait long feu, mais c'est un nouveau pas dans le gouffre de la récession, accompagné d'un risque de krach boursier, qui se profile maintenant à l'horizon (voir page 3). Cette nouvelle accélération de la crise, c'est encore et toujours la classe ouvrière qui va en faire les frais.

Le prolétariat ne doit pas se laisser assourdir par les pétards et les feux d'artifice du cinquantenaire de la "Libération". Ce nouveau barouf du capitalisme aux abois ne vise qu'à lui faire oublier que partout l'ordre bourgeois continue de semer la mort. C'est le même système qui massacre et qui engendre les famines, la misère, le chômage.

Ce système moribond, le prolétariat mondial, en développant ses luttes, devra le détruire avant qu'il ne détruise toute la planète.

Camille (22 juin 1994)

SOMMAIRE

SITUATION INTERNATIONALE

Les rivalités militaires entre les grands s'accroissent au coeur de l'Europe p. 2
Balkans : une poudrière pour les affrontements impérialistes p. 2
Algérie, Yémen : les grandes puissances responsables de la barbarie et du chaos p. 2
Etude de l'OCDE sur l'emploi : le cynisme de la bourgeoisie décadente p. 3
"Reprise économique" : la fin des illusions p. 3

ANNIVERSAIRE DE LA "LIBERATION" DE 1944

Quand le PCF parachevait l'écrasement du prolétariat p. 4
Le prolétariat est la seule force sociale capable de s'opposer à la guerre p. 5
Les syndicats revendiquent leur rôle de pourvoyeurs de chair à canon p. 5

FRANCE

"Lutte Ouvrière", dernier défenseur du stalinisme p. 6
Rocard au placard : un "PS plus radical" pour mystifier les ouvriers p. 6
Partage du travail : comment les syndicats font passer les licenciements p. 6

POLEMIQUE

Le sectarisme est une tare pour le mouvement ouvrier p. 8

Les rivalités militaires entre les grands s'accroissent au coeur de l'Europe

Le rassemblement et les embrassades d'une brochette de chefs d'Etat, lors de la commémoration du débarquement allié de juin 1944, nous ont été présentés comme un symbole spectaculaire de réconciliation entre toutes les grandes puissances aujourd'hui. Poudre aux yeux! En réalité, il s'agissait exactement du contraire. Le voyage de Clinton en Europe comme les sommets parallèles sur l'amitié franco-allemande sont pleinement révélateurs du développement actuel des antagonismes impérialistes et témoignent de la poussée vers la constitution de nouveaux blocs rivaux.

■ La récente "tournee européenne" de Clinton se situe dans le cadre d'une offensive générale de la bourgeoisie américaine. Les cérémonies du débarquement des "boys" sur les côtes normandes étaient une belle occasion de rappeler publiquement aux yeux de tous le glorieux mythe de l'idéologie démocratique : "les Etats-Unis avaient sauvé l'Europe (et la France en particulier) de la barbarie totalitaire". Il n'y avait pas de meilleur moyen pour pouvoir justifier et réaffirmer la nécessité du "leadership" américain sur le monde et

pour confirmer le maintien de troupes américaines conséquentes (100 000 hommes) sur le sol européen, sous couvert d'une volonté de préserver "une Europe forte et unie". Mais, face à la contestation croissante de l'hégémonie américaine en Europe depuis l'effondrement du bloc de l'Est, il s'agissait aussi pour les Etats-Unis d'une opération de maintien de l'ordre : resserrer les rangs de ses alliés les plus sûrs, la Grande-Bretagne et l'Italie, augmenter la pression sur ses principaux adversaires potentiels, l'Allemagne et la France. Ce n'est pas un hasard si les deux premières étapes du président américain ont été réservées à l'Italie de Berlusconi et à la Grande-Bretagne de Major. En échange de la spectaculaire caution et du brevet "démocratique" décernés par Clinton à l'ancien membre de la loge P2 devenu chef de gouvernement, celui-ci offrait à la Maison-Blanche un précieux gage de réalignement de l'Italie en affichant son ambition de devenir "le partenaire européen le plus proche de Washington". Jusque là, les divisions profondes de la bourgeoisie italienne sur la question constituaient une préoccupation majeure pour les Etats-Unis. En même temps, le président américain infligeait un rude camouflet à Mitterrand qui venait dans une interview de lancer une mise en garde aux autres puissances européen-

nes sur le "risque d'altération grave de la démocratie à travers le modèle italien". Quant à la visite-éclair à Londres, elle représentait une remise au pas, après les "écarts" manifestés pendant de long mois sur le conflit bosniaque du principal lieutenant des Etats-Unis sur le sol européen.

Par contre, derrière les sourires hypocrites et l'accueil en grandes pompes réservé au couple Clinton, les Etats-Unis se heurtent à des résistances de plus en plus affirmées, notamment de la part de la France. Les mises en garde et les pressions directes de Washington n'ont eu pour effet que de pousser la France dans les bras de l'Allemagne, alors que les relations entre ces deux gouvernements avaient pourtant traversé une période de "crise" au cours de ces derniers mois. Aujourd'hui encore, c'est pour s'opposer à l'hégémonie du caïd américain que se ressoudent les liens stratégiques de ce couple de brigands impérialistes. Ce rapprochement d'intérêts s'est affirmé lors des rencontres entre Kohl et Mitterrand le 30 mai à Mulhouse puis à Heidelberg le 8 juin. Cela se concrétisait par l'annonce, à la veille même des cérémonies du 6 juin, de la présence des forces de l'Eurocorps constituées autour du tandem franco-allemand lors de la parade militaire du 14 juillet sur les Champs-Élysées. La présence sous l'Arc de Triomphe d'un

corps d'armée commun aux ennemis d'hier qui se pose en "force de paix" concurrente et clairement antagonique au rôle dévolu à l'OTAN par la bourgeoisie américaine, constitue un véritable défi lancé aux Etats-Unis. De plus, dans leurs prétentions à rivaliser avec le gendarme du monde, l'Allemagne et la France cherchent à entraîner l'adhésion d'autres Etats de la CEE derrière leur projet de "défense commune", osant d'une future "armée européenne". D'ores et déjà, des unités belges ont été enrôlées dans cette nouvelle fabrique de chair à canon "opérationnelle" d'ici la fin de l'année prochaine, qui se prépare à accueillir des contingents espagnols. En même temps, d'autres pas vers une coopération militaire franco-allemande plus étroite se précisent (en particulier l'appât alléchant pour l'Allemagne d'être associée à une unité na-

vale européenne, évidemment placée, dans la proposition de Mitterrand sous commandement français !). Ainsi, la constitution d'un axe franco-allemand se renforce, à l'heure où l'Allemagne et la France entendent mettre à profit leur prochaine présidence successive de l'Europe pour accentuer les pressions sur leurs "partenaires" au sein de la CEE. L'Europe est clairement désignée désormais comme l'enjeu central de toutes ces manœuvres des grands requins impérialistes. Cette réalité est l'expression la plus édifiante de l'accélération des tensions impérialistes dans la concurrence effrénée à laquelle se livre la pègre capitaliste. Elle témoigne, à travers la fuite en avant de toutes les grandes puissances dans le militarisme, de la folie guerrière qui règne sur cette société en pleine décomposition.

CB (17 juin 1994)

ALGERIE, YEMEN

Les grandes puissances sont responsables de la barbarie et du chaos

La situation que connaissent des pays comme l'Algérie et le Yemen est la conséquence elle aussi de l'offensive générale que mènent les Etats-Unis contre la France.

force et la « réussite » de l'islamisme, sous la houlette et avec la bénédiction publique des Etats-Unis, vont servir d'exemple, pour les autres pays du Maghreb proches de la France.

Au Yemen, l'explosion du pays est encore une expression de cette extension des rivalités franco-américaines et de l'offensive élargie que mènent les Etats-Unis. En effet, si l'on peut considérer que l'Arabie Saoudite, toujours elle, qu'on avait vue à l'oeuvre comme alliée principale des Etats-Unis lors de la guerre du Golfe, est l'instigatrice principale de la scission du Yemen (voilà plus d'un an qu'elle réarmait en force le Parti Socialiste Yéménite dans ce but), il ne faut pas hésiter à affirmer que c'est Washington qui cherche à profiter de cette partition.

Car les amitiés de la fraction nord-yéménite au pouvoir, franchement proirakienne d'une part mais aussi proche de Paris, se heurtaient directement aux intérêts de Washington dans la région. Aussi, c'est dans un premier temps pour mieux contrôler cette zone géographique, selon l'adage diviser pour mieux régner, que la Maison-Blanche s'est fait fort de pousser à la provocation militaire le PSY sud-yéménite.

Mais c'est bien encore bien plus à seule fin d'affaiblir la situation de l'impérialisme français dans toute la corne de l'Afrique que les Etats-Unis mènent une telle politique de la terre brûlée. L'opération « Restore hope » en Somalie était déjà une tentative pour affaiblir, voire évincer, la présence française qui se maintient solidement sur le lieu hautement stratégique que constitue Djibouti. C'est bien aussi pour cela que la France s'est faite le champion de l'unité du Yemen, contre la division du pays, et se paie le culot de clamer à l'ONU qu'il s'agit là-bas d'« une affaire strictement intérieure » (!) et le luxe de soutenir, pour briser la politique américaine, les islamistes intégristes, c'est-à-dire ceux-là mêmes qu'elle affronte et qu'elle dénonce en Algérie !

Soyons-en sûrs, ces gens-là ne combattent jamais pour une quelconque noble cause ; leurs paroles ne sont que mensonges, tromperies, cynisme. Le seul bruit qu'ils soient capables d'émettre en toute franchise, c'est celui du canon.

KW (25 Juin 1994)

BALKANS

Une poudrière pour les affrontements impérialistes

■ Voici trois ans maintenant que la guerre fait rage dans l'ex-Yougoslavie. Au coeur de l'Europe c'est déjà près de 200 000 morts, plusieurs millions de réfugiés et de déplacés. Fondamentalement, les responsables de tous ces carnages, ce sont les "grandes démocraties", qui n'hésitent jamais à pousser des cris d'orfraie lorsque le sang coule, alors qu'en coulisses elles n'ont de cesse d'appeler au meurtre.

Les grandes puissances à l'origine d'un conflit...

En novembre 1989, avec l'effondrement du bloc soviétique, les appétits impérialistes de l'Allemagne pouvaient de nouveau s'exprimer. Ainsi, dès juillet 1991, l'Allemagne réunifiée était la première à encourager diplomatiquement et militairement l'indépendance de la Slovanie et de la Croatie. De leur côté, la France, la Grande-Bretagne, les Etats-Unis et la Russie, tous conscients de cette percée germanique en Méditerranée, étaient les premiers à appuyer les Serbes dans l'entreprise de reconquête de ces territoires au nom de l'intangibilité des frontières issues de la Seconde Guerre mondiale. La bourgeoisie française fait donc preuve d'un cynisme particulièrement ignoble lorsqu'elle hurle devant le siège de Sarajevo.

Tous les autres gangsters impérialistes, intérêts obligent, agissent de la sorte. Ainsi, les Etats-Unis, très soucieux eux-aussi de contre-carrer l'avancée allemande, sont enfin parvenus à armer massivement les troupes bosniaques. La constitution d'une fédération croato-bosniaque vise à détacher la Croatie de son alliance avec l'Allemagne. En effet, les Etats-Unis sont entre autres prêts à épauler les Croates afin que ces derniers puissent annexer la province de Krajina qui est une enclave serbe sur leur territoire. En conséquence, l'éviction de l'Allemagne du secteur par les Etats-Unis risque à terme de se traduire par une extension

du conflit opposant, à une toute autre échelle cette fois-ci, les Croato-bosniaques aux Serbes. Voici donc les principaux responsables du bain de sang dans les Balkans.

...qui menace d'embraser toute la région

Cependant, à force de jeter de l'huile sur le feu, l'incendie balkanique risque à présent de se propager jusqu'aux rives de la mer Egée. Car le démantèlement de la Yougoslavie a réveillé les revendications territoriales de nombreuses puissances régionales, au premier rang desquelles la Grèce. Depuis quelque temps déjà, les tensions ne cessent de s'exacerber entre Athènes et Skopje la capitale de la Macédoine anciennement yougoslave. Désormais, la bourgeoisie grecque revendique ostensiblement ce territoire ce qui l'a conduit à fermer sa frontière commune le 16 février 1994 et à imposer un embargo économique à son voisin. Il faut dire que cette revendication se double d'une inquiétude : voir la Macédoine constituer le cheval de Troie de la Turquie, prenant ainsi en tenailles la Grèce. Comme l'affirmait récemment M. Théodore Pangalos le ministre grec des affaires européennes : "Nous n'avons pas peur de l'ancienne République Yougoslave de Macédoine, mais son avenir est instable avec des possibilités de conflits et de jeu d'alliances. Elle peut se tourner vers la Turquie. N'oublions pas que pour la Turquie, la Grèce et l'Arménie n'ont pas de légitimité" (Le Monde Diplomatique de mai 1994). Et c'est globalement le même type de problème qui est à l'origine du différend qui oppose en ce moment la Grèce à l'Albanie. Comme vis-à-vis de la Macédoine, Athènes redoute que l'Albanie ne devienne un allié de la Turquie. Ainsi, concrètement, cela s'est traduit en juin 1993 par le renvoi de Grèce de 30 000 travailleurs albanais considérés comme illégaux. Le 10 avril 1994 deux militai-

res albanais étaient tués lors de l'attaque d'une caserne, près de la frontière, que Tirana a toujours attribuée à un commando grec. Enfin à présent, Athènes menace d'expulser près de 400 000 réfugiés albanais qui ont fui la misère de leur pays. Cette aggravation des tensions s'explique d'autant plus que Tirana lorgne sur le Kosovo peuplé majoritairement d'Albanais mais toujours aux mains des Serbes, et qu'Athènes appuie manifestement Belgrade.

De plus, un soutien de la Turquie à l'Albanie et à la Macédoine signifierait de toute façon un retour sur le devant de la scène de l'Allemagne dans cette partie orientale des Balkans. En effet, la Turquie, traditionnel poste avancé des intérêts germaniques dans la région, n'a jusqu'alors, quant à elle, pas remis en question son alliance avec Bonn. Rappelons au passage que c'est déjà de façon zélée qu'Ankara agit pour le compte de l'impérialisme allemand dans le Caucase (voir "RI" n° 229). Etant donné l'actuel recul de l'Allemagne côté croate, consécutif à la constitution de la fameuse fédération croato-bosniaque d'initiative américaine, il y a fort à parier que la bourgeoisie d'outre-Rhin va chercher par tous les moyens à s'implanter en Albanie et en Macédoine par l'intermédiaire de la Turquie. Bien sûr, en face, les autres grandes puissances impérialistes ne resteront pas les bras croisés. Ici aussi, elles attiseront la guerre et déchaîneront le chaos. A ce propos, le fait qu'il y ait déjà nombre de soldats américains présents en Macédoine prouve déjà à quel point, là aussi, les Etats-Unis sont prêts à mettre des bâtons dans les roues du char allemand.

A quand donc le siège de Skopje, le bombardement de Thessalonique, le nettoyage ethnique en Albanie ou dans le Kosovo ? La logique de démenche meurtrière du système capitaliste rend malheureusement ces scénarios tout à fait plausibles.

Arkady (25 juin 94).

ETUDE DE L'OCDE SUR L'EMPLOI

Le cynisme de la bourgeoisie décadente

■ La bourgeoisie a conscience qu'elle s'installe dans la crise. La faiblesse momentanée de la classe ouvrière internationale lui permet de tenir le langage cynique d'une classe historiquement moribonde qui sait qu'elle ne peut survivre qu'en intensifiant l'oppression et l'exploitation.

Les médecins ont parlé. Les économistes "experts" du Secrétariat de l'OCDE (1), après deux ans de réflexion intense, déclarent avoir rempli "le mandat que leur ont confié les Ministres en mai 1992." L'objet de l'examen: le chômage, hypocritement appelé "le problème de l'emploi". Mais, quel est le diagnostic? Quels sont les remèdes proposés?

L'Etude commence par tenter de mesurer les symptômes. "Il y a 35 millions des personnes au chômage dans les pays de l'OCDE. Quinze millions d'autres, peut-être, ont soit renoncé à chercher du travail, soit accepté faute de mieux un emploi à temps partiel." La mesure de l'ampleur de la maladie est déjà elle-même problématique: la définition du chômage est souvent différente suivant les pays et dans tous les cas elle sous-estime la réalité pour des raisons politiques évidentes. Mais, même avec ces déformations les chiffres sont sans précédent: 50 millions de personnes touchées directement par le problème du chômage, cela équivaut presque à la totalité de la population active de l'Allemagne et la France ensemble!

Comment les médecins "experts" expliquent-ils qu'on en soit arrivés là, eux pour qui le système capitaliste est éternel et est supposé connaître une nouvelle jeunesse depuis l'effondrement du stalinisme?

"L'émergence d'un chômage à grande échelle en Europe, au Canada et en Australie et la prolifération d'emplois médiocres alliée à l'apparition du chômage aux Etats-Unis ont donc une seule

et même cause profonde: l'incapacité de s'adapter de manière satisfaisante au changement".

Quel changement? "... Les technologies nouvelles, la globalisation et la concurrence intense qui s'exerce au niveau national et international.

"Les politiques et les systèmes en place ont rendu les économies rigides et paralysé la capacité, voire la volonté d'adaptation."

En quoi consiste cette "inadaptation", cette "rigidité"? Les naïfs qui croient encore que les économistes sont autre chose que des charlatans de mauvaise foi chargés de "justifier" le capitalisme, auraient pu s'attendre à ce qu'on parle de la rigidité de lois qui, par exemple, contraignent à payer les agriculteurs pour qu'ils ne cultivent pas la terre, ou à fermer des milliers d'usines en parfait état de marche alors que la misère ne cesse d'étendre sur la planète. Mais, pas du tout. Les rigidités dont parlent nos médecins sont au contraire celles qui peuvent gêner le libre et impitoyable jeu des lois capitalistes, ces lois qui plongent l'humanité dans un chaos croissant.

Toujours plus d'attaques contre la classe ouvrière

L'Etude illustre cyniquement ce point de vue par les remèdes, les "recommandations" qu'elle formule:

"... -supprimer toute connotation négative, dans l'opinion publique, à l'égard des défaillances d'entreprises..."

- Accroître la flexibilité du temps de travail (...) accroître la flexibilité des salaires, réduire les coûts de main-d'œuvre non salariaux...

- Réévaluer le rôle des salaires minimums légaux... en modulant suffisamment les taux de salaire en fonction de l'âge et des régions(...)

- Introduire des 'clauses de renégociation' qui permettent de renégo-

cier à un niveau inférieur des conventions collectives conclues à un niveau supérieur(...)

- Réduire les coûts de main d'œuvre non-salariaux... en allégeant les prélèvements au titre du facteur travail (impôts payés par les patrons, NDR) remplaçant ce type de prélèvements par d'autres impôts, notamment sur la consommation ou le revenu (impôts payés principalement par les travailleurs)(...)

- Fixer les rémunérations offertes dans le cadre des programmes de création d'emplois à un niveau inférieur à celles que le participant pourrait obtenir sur le marché du travail afin de l'inciter à continuer de chercher un emploi régulier...

Les systèmes (d'assurance chômage) ont fini par constituer une garantie de revenu quasi permanente dans beaucoup de pays, ce qui n'incite pas à travailler(...)

- Limiter la durée de versement des prestations de chômage dans les pays où elle est particulièrement longue..."

Rarement la bourgeoisie s'était permis de tenir un langage aussi brutal à une échelle aussi importante.

La classe dominante connaît la puissance que lui donne le chantage au chômage sur la classe exploitée, elle connaît la difficulté à laquelle se heurte la classe ouvrière dans tous les pays pour retrouver le chemin de la lutte. Et cela lui permet d'élever le ton...

En réalité, dans la pratique tous les gouvernements du monde, à des degrés divers, appliquent déjà de telles politiques. Ce qu'annonce ce document, c'est simplement une aggravation de cette orientation.

Quelle efficacité peuvent avoir les "remèdes" proposés?

Il n'y a pas d'adaptation saine du capitalisme aux changements que lui-même provoque au niveau de la productivité technique du travail et de l'interdépendance de l'économie mondiale.

L'intensification de la concurrence entre capitalistes, exacerbée par la crise de surproduction et la rareté de marchés solvables, pousse ceux-ci à une modernisation à outrance des processus de production, remplaçant des hommes par des machines, dans une course effrénée à la "baisse des coûts". Cette même course les conduit à déplacer une partie de la production vers des pays où la main d'œuvre est meilleur marché (Chine et Sud-Est asiatique actuellement, par exemple).

Mais, ce faisant, les capitalistes ne résolvent pas le problème chronique du manque de débouché qui frappe l'ensemble de l'économie mondiale. Tout au plus permet-il à certains de survivre aux dépens des autres, mais du point de vue global le problème ne s'en trouve qu'aggravé.

Là où il y a inadaptation, ce n'est pas entre le capitalisme et la politique des gouvernements, qui ont tous depuis longtemps entrepris de s'attaquer progressivement au niveau de vie des exploités des pays les plus industrialisés. L'inadaptation est entre la réalité des capacités techniques de la société: productivité technique du travail, explosion des communications, internationalisation de la vie économique, d'une part, et la subsistance des lois capitalistes, les lois de l'échange, du salariat, de la propriété privée individuelle ou étatique, d'autre part. C'est le capitalisme lui-même qui est devenu

inadapté aux capacités et nécessités de l'humanité.

Comme le disait le Manifeste communiste: "Les institutions bourgeoises sont devenues trop étroites pour contenir la richesse qu'elles ont créée."

Le seul intérêt du "nouveau" discours de la classe dominante c'est qu'il reconnaît que celle-ci est confrontée à une crise économique destinée à durer. Même si la bourgeoisie pense toujours que son système est éternel, même si elle repart de nouvelle reprise de l'économie mondiale, elle admet aujourd'hui que celui-ci est condamné, du moins pour les prochaines années, à vivre dans une situation où le chômage massif continuera d'être une constante, que le processus qui a vu le nombre de chômeurs sur la planète augmenter de façon continue depuis un quart de siècle est loin de pouvoir être arrêté.

L'Etude fait encore preuve d'une certaine lucidité lorsqu'elle envisage l'avenir social: "Certaines personnes ne seront pas capables de s'adapter aux impératifs d'une économie qui pro-

gresse... (Ils auraient du écrire: une économie dont la maladie mortelle progresse). Leur exclusion du grand courant des activités économiques risque de provoquer des tensions sociales qui pourraient être lourdes de conséquences sur les plans humain et économique".

Ce que ne voient pas et ne peuvent voir ces "experts" c'est que ces "tensions sociales" sont porteuses de la seule issue pour l'humanité et que les "conséquences sur les plans humain et économique" peuvent être la révolution communiste mondiale.

RV (18 juin 1994)

(Extraits de la « Revue Internationale » n°78).

1. Organisation de coopération et de développement économique. Elle regroupe les 24 pays les plus industrialisés de l'ex-bloc américain (tous les pays d'Europe occidentale, les Etats-Unis et le Canada, le Japon, l'Australie et la Nouvelle-Zélande. Le Mexique est en cour d'intégration.

« REPRISE ECONOMIQUE »?

La fin des illusions

« Tout va bien ! » Les dirigeants bourgeois ne cessent de nous le répéter: « Le pire de la crise est derrière nous. Les signes de la reprise économique se font de plus en plus nets et la croissance tant attendue est de retour. » Mais la classe dominante elle-même ne croit pas aux discours optimistes de ses dirigeants politiques. La panique qui s'est emparée des marchés boursiers, financiers et monétaires internationaux au printemps est là pour le démontrer amplement. Au plus fort de la tempête, le 20 juin, avant de se reprendre en fin de journée, les bourses de Francfort, Paris et Milan perdaient plus de 4 %, celles de Londres, de Zurich et d'Amsterdam, plus de 3 %. Depuis le début de l'année, la bourse de Paris a chuté de 18 %. Pendant ce temps, le dollar atteignait son plus bas niveau historique face au Yen japonais. La peur du krach hante de nouveau les couloirs des places boursières.

Si la reprise est au coin de la rue, comme le proclament les dirigeants de l'Etat, comment expliquer la crise de confiance qui s'empare des marchés ? La réponse que viennent d'apporter les responsables politiques vaut son pesant de cacahuètes: les marchés s'affoleraient sans raison, ce serait un problème psychologique. Et de répéter sur tous les tons, de Clinton à Balladur: « Les fondamentaux sont bons ! » Personne ne sait trop ce que cela signifie, mais la formule se veut rassurante. La « vérité du marché » tant saluée, tant de fois utilisée pour justifier les mesures économiques d'austérité, n'a aujourd'hui plus cours auprès des chefs d'Etat lorsqu'elle vient montrer l'impuissance des politiques qu'ils mènent.

En fait, l'affolement présent des marchés vient annoncer la fin des espoirs sur la perspective d'une reprise de l'économie. Que se passe-t-il ? Tous les Etats, pour maintenir à flot leur économie, ont laissé se creuser des déficits budgétaires de plus en plus importants et financés par des emprunts sur le marché international.

Cette fuite en avant dans le crédit rencontre aujourd'hui ses limites. Mécaniquement, les taux à long terme remontent car, évidemment, les prêteurs se montrent de plus en plus circonspects. Bref, les crédits se font plus rares et plus chers. Du coup, le carburant de la reprise commence à manquer et celle-ci, à terme, est condamnée.

Dans ces conditions, comment financer la supposée reprise ? Il ne reste que la planche à billets. De cela, tous les économistes savent la signification: le retour inéluctable de l'inflation. Alors que celle-ci reste pourtant à un niveau très bas dans tous les pays développés, jamais les milieux économiques n'en ont autant parlé. Ce n'est pas un hasard. La tentation se fait toujours plus grande chez les responsables politiques d'abandonner, d'assouplir, les politiques anti-inflationnistes afin d'obtenir un peu d'air sur le plan économique. En effet, les dirigeants politiques n'ont pas simplement le souci de la bonne gestion de leur économie, mais encore celui plus global du capital national, y compris dans ses aspects social et politique. Les investisseurs du monde entier n'en ignorent rien, et c'est pour cela qu'ils suivent avec inquiétude les aléas politiques de chaque pays, les orientations qui se dessinent dans les résultats électoraux et les choix politiques. Voilà pourquoi cela se répercute rapidement sur les marchés. Il n'y a rien de psychologique là-dedans.

Le capitalisme mondial vit à crédit, la consommation stagne avec le pouvoir d'achat qui diminue, les marchés sont déstabilisés par la concurrence. Sa reprise est condamnée avant même que d'apparaître et l'inflation menace. Il n'y aura pas de sortie de la crise. Au contraire, inéluctablement, celle-ci s'aggrave. Les prolétaires ne doivent pas être plus naïfs que leurs exploités, qui ne croient pas à la relance. La seule perspective qui se profile à l'horizon, ce n'est pas une illusoire reprise, mais une misère toujours plus terrible.

JJ (24 juin 1994)

Intervention française au Rwanda

(suite de la page 1)

L'attaque massive du FPR a été complétée par tout un travail de sape des positions françaises de la part de la bourgeoisie américaine au sein du Conseil de Sécurité de l'ONU. La Maison Blanche n'a eu de cesse de limiter le mandat des troupes françaises, freinant les décisions du Conseil de Sécurité, faisant pression sur les pays africains (apparaissant clairement lors du récent sommet de l'Organisation de l'Union africaine) et européens, provoquant un isolement important de la France.

En revanche, c'est sans retard qu'ils ont voté l'embargo imposé sur les armes qui met la France en mauvaise posture; car cet embargo frappait directement les forces gouvernementales rwandaises, et entravait fortement l'action de soutien de la France à leur égard, alors que le FPR pouvait, lui, continuer à bénéficier d'une logistique continue grâce à l'Ouganda. Cette politique américaine au sein de l'ONU n'a justement fait qu'accélérer encore la plongée dans l'aventure militaire de la part de la France.

Quant au mandat qui a été arraché à l'ONU par le gouvernement français, il montre toute la faiblesse et la précarité de sa situation: valable tout juste deux mois, et dont "toutes les mesures nécessaires" limitent en fait son action contre

le FPR, qui est en réalité son objectif principal.

Et on peut être certain que les Etats-Unis feront tout par leur soutien au FPR pour alimenter le chaos auquel Paris devra faire face.

L'attitude des dirigeants du FPR, désignant et dénonçant systématiquement la France est parfaitement éloquent à ce sujet, s'inscrivant en complément parfait de l'action de Washington à l'ONU, menaçant en toute impunité de descendre les soldats français, qui seront considérés ni plus ni moins que "comme des agresseurs". Ce discours est clair, et de toute évidence au service du parrain américain du FPR.

Derrière leurs grands discours pleurnichards et hypocrites, derrière leurs ronds de jambe "humanitaires", les dirigeants des parties du monde les plus "civilisées" sont entrés dans une nouvelle phase, plus massivement criminelle, plus atroce encore, des luttes intestines qui les dévorent, elles et leur système, le capitalisme. Pour arriver à leurs fins et défendre leurs crapuleux intérêts de boutiquiers avides, ils attisent sans vergogne et sans aucune retenue le chaos et la décomposition qui gangrènent déjà leur système mortifère.

KW (25 juin 1994)

QUAND LE PCF PARACHEVAIT L'ECRASEMENT DU PROLETARIAT

L'article republié ci-dessous rappelle et dénonce le rôle particulièrement crapuleux joué par le PCF au cours de la deuxième boucherie impérialiste mondiale. Écrit il y a dix ans pour notre presse territoriale, cet article est resté parfaitement d'actualité au moment où le PCF se retrouve aux avant-postes de la campagne idéologique de la bourgeoisie accompagnant la commémoration de la "Libération". Comme la social-démocratie qui avait basculé dans le camp bourgeois en votant les crédits de guerre en 1914, le PCF a gagné ses galons de parti bourgeois patenté dans la boucherie impérialiste de 1939-45.

■ Sachets de sable, éclats d'obus, drapeaux tricolores et autres grigris bradés à tous les étalages au son des fanfares militaires ! Voilà l'ignoble fête sabbatique que vient d'organiser la bourgeoisie mondiale pour le 40ème anniversaire de la "Libération". Commémoration en grande pompe où la frénésie nationaliste, le fétichisme guerrier le plus immonde de la bourgeoisie décadente ont transformé les plages sanglantes du Débarquement en champ de foire. Faisant de ce carnage une marchandise, voilà que le capital se met à exploiter aujourd'hui le sang dans lequel il s'est vautré hier ! Voilà la plus grande victoire que la bourgeoisie mondiale vient de célébrer : celle de l'enrôlement de dizaines de millions d'ouvriers dans la deuxième boucherie impérialiste !

Aujourd'hui, face à un prolétariat qui a relevé la tête, insoumis au drapeau national, ce n'est que sous forme de farce que le capital peut se permettre de répéter la tragédie du 6 juin 44.

Non ! Le "jour J" ne fut pas un jour de gloire pour le prolétariat décimé par la contre-révolution victorieuse ! Ce jour, de triste mémoire, ce fut un jour d'horreur où 20 000 cadavres des deux camps se sont échoués sous la mitraille capitaliste (et, en trois semaines, ce sont 250 000 soldats allemands qui ont été exterminés !), où des centaines de milliers de prolétaires, venus des contrées les plus "civilisées", les plus industrialisées du monde, sont allés au massacre, la peur au ventre, patageant dans la boue et le sang, pour une cause qui n'était pas la leur !

Non ! La guerre n'est pas un carnaval ! La guerre impérialiste, ultime issue à la crise du capital moribond, c'est le couronnement de la plus grande défaite du prolétariat, c'est le massacre de la seule force porteuse du devenir de l'humanité !

Non ! La "Libération" ne fut pas celle du prolétariat ! La "Libération", ce fut son enchaînement à "sa propre" bourgeoisie nationale, pour la défense d'un bloc contre un autre. Ce fut la libération des bombes sur Dresde, Hambourg, Hiroshima !

Et si, en ce jour de gloire pour la bourgeoisie, le PCF est resté, par la force des choses, discrètement dans les coulisses, s'il n'a pas été invité aux festivités aux côtés de ses complices Mitterrand, Thatcher, Reagan, Trudeau et consorts, on peut être sûr qu'il va se rattraper lors de la commémoration de la Libération de Paris qui constitue un de ses plus grands faits d'armes, celui qu'il revendique avec le plus d'arrogance, de répugnante fierté.

L'hystérie chauvine du PCF

"Vive la France immortelle ! Plus fort les coups sur le boche chancelant !" (l'"Humanité", 25/8/44)

"Pas un boche ne doit sortir vivant de Paris insurgé !" (l'"Humanité", 10/8/44)

"Pour en finir avec l'envahisseur exécré, à chaque parisien son boche !" (l'"Humanité", 24/8/44)

Jamais l'histoire de la lutte de classes n'avait vu succomber sous une telle hystérie chauvine les fractions les plus décisives du prolétariat !

Usurpateur d'un titre appartenant aux épisodes les plus glorieux de l'Internationale Communiste, c'est le PCF qui a entraîné des millions de prolétaires dans la barbarie capitaliste, au nom de la lutte contre la barbarie.

L'appel revanchard du PCF à l'extermination de tous ceux qui, sous l'uniforme nazi, étaient pour bon nombre des prolétaires brisés par l'écrasement de la révolution en Allemagne, voilà ce que fut la "Libération" de la France ! Il est vrai qu'en appelant le prolétariat français à abattre comme du bétail le "boche indi-

que réside notre salut commun", pérorait l'Humanité du 20.6.41. Deux jours plus tard, Hitler envahit l'URSS, libérant le PCF de ses états d'âme. Il va enfin pouvoir concilier ouvertement sa vocation nationaliste avec sa fidélité à Staline, enchaîner de nouveau le prolétariat au capital national en organisant la résistance armée contre le démon fasciste. Et tout cela, au nom de la défense de cette "patrie socialiste" qui, la veille encore, l'avait cocufié en flirtant honteusement avec le "boche exécré" !

Un "Internationalisme" de façade

C'est à croire que, en lançant ses mots d'ordre revanchards, le PCF a eu la mémoire bien courte !

N'a-t-il pas, au début de l'occupation, lui-même proclamé cet appel émouvant à la "fraternisation" avec ceux qu'il appelle désormais "l'envahisseur exécré" ?

"Il est particulièrement réconfortant en ces temps de malheur de voir de nombreux travailleurs parisiens s'entretenir amicalement avec les soldats allemands, soit dans la rue, soit au bistrot du coin. Bravo camarades, continuez, même si cela ne plaît pas à certains bourgeois aussi stupides que malfaisants ! La fraternité des peuples

que réside notre salut commun", pérorait l'Humanité du 20.6.41.

Deux jours plus tard, Hitler envahit l'URSS, libérant le PCF de ses états d'âme. Il va enfin pouvoir concilier ouvertement sa vocation nationaliste avec sa fidélité à Staline, enchaîner de nouveau le prolétariat au capital national en organisant la résistance armée contre le démon fasciste. Et tout cela, au nom de la défense de cette "patrie socialiste" qui, la veille encore, l'avait cocufié en flirtant honteusement avec le "boche exécré".

Quelle "libération" pour le prolétariat ?

Ce déferlement de chauvinisme à la "Libération", ce ne fut pas seulement l'extermination implacable de l'ennemi extérieur.

Ce fut aussi, dans la logique tortionnaire de la Guépéou, la vindicte contre "l'ennemi intérieur", le meurtre organisé de tous ceux que la vermine stalinienne taxait de "collabo", d'"hitléro-trotskyistes", de tous ceux qui hésitaient ou se refusaient à marcher au

en finir avec l'exploitation honteuse des ouvriers français par les hordes hitlériennes." Il est tout aussi vrai que, dans la logique nationaliste du PCF, l'exploitation aux couleurs de la France "libre" n'avait désormais plus rien de honteux ! La grande "victoire" de la "Libération", ce fut aussi, pour le prolétariat affamé comme jamais il ne l'a été sous l'occupation, la répression des grèves qui éclateront dès l'automne 1944 ; répression organisée par le PCF au gouvernement, partageant avec De Gaulle la gestion du capital national. Voilà ce qui se tramait derrière la politique de "liquidation des traîtres" : la condamnation des grèves, considérées comme une "arme des trusts", comme une capitulation devant le "boche", fomentée par les "hitléro-trotskyistes" !

Il faut dire que la bourgeoisie était loin d'avoir oublié la gigantesque vague révolutionnaire qui avait ébranlé tout l'édifice capitaliste à la fin de la première guerre mondiale. Pour que cela ne se reproduise pas, la bourgeoisie s'était assurée de l'écrasement complet du prolétariat avant de déclencher la deuxième guerre mondiale et, à la fin de celle-ci, elle avait pris toutes les précautions pour étouffer dans l'oeuf, par un quadrillage militaire systématique, tout surgissement de classe. En ce sens, dans la Sainte Alliance des "libérateurs" de l'Europe, le PCF a largement contribué à chasser le spectre de la Révolution, méritant bien l'hommage que De Gaulle lui rendra dans ses "Mémoires" : "Les Communistes n'essaieront aucun mouvement insurrectionnel. Bien mieux, tant que je gouvernerai, il n'y aura pas une seule grève."

Ainsi, après avoir fait trembler le monde bourgeois au lendemain de la première guerre mondiale, jamais le prolétariat n'avait connu un tel désespoir, une telle honte. Jamais le capital moribond, broyant dans ses mâchoires les partis ouvriers, n'avait accouché de tels monstres. Jamais un parti de l'Internationale n'avait consommé sa trahison avec une telle arrogance. Si aujourd'hui encore, la bourgeoisie présente la plus grande défaite du prolétariat comme une victoire, le resurgissement historique de la lutte de classe, auquel nous assistons depuis 1968, ne peut que la faire déchanter : le géant prolétarien s'est ressaisi. Il est revenu confirmer ce que Rosa Luxemburg annonçait en janvier 1919, lors de la Semaine Sanglante en Allemagne :

"L'ordre règne à Berlin, sbires stupides ! Votre ordre est construit sur du sable. Dès demain, la Révolution se dressera de nouveau avec fracas, proclamant à son de trompe pour votre plus grand effroi : j'étais, je suis, je serai !"

Avril

La tristement célèbre une de L'Huma du 24 août 1944, exhalant le chauvinisme puant du parti de Thorez et Duclos, qui est certainement français, mais pas du tout communiste.

5 HEURES DU MATIN ÉDITION PARISIENNE

UNION ! l'Humanité ACTION !

ORGANE CENTRAL DU PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS
FONDATEUR : JEAN JAURES RÉDACTEUR EN CHEF : THOREZ VALLANT-COUTURIER

100 RUE DE LA FÉLIX, PARIS 12^e LE NUMÉRO : DEUX FRANCS

21^e ANNÉE N° 170 (N° 1701) JEUDI 24 août 1944

POUR EN FINIR AVEC L'ENVAHISSEUR EXÉCRÉ :

A chaque Parisien son Boche !

Consolidez les barricades ! Union dans le combat !

BATTEZ-VOUS COMME DES LIONS

— ARMEZ-VOUS EN DÉSARMANT L'ENNEMI —

Aux armes ! Aux armes ! Aux armes

gne", le PC prétendait rendre leur "dignité d'homme" aux juifs persécutés !

Au moment-même où des mouvements de désertion commençaient à se manifester chez les soldats allemands, au moment où, avec la déroute de la bourgeoisie hitlérienne, les ouvriers d'Allemagne pouvaient espérer voir se desserrer l'étau de la contre-révolution (1), les slogans fratricides, patriotards du PCF ont réussi à désamorcer toute possibilité de fraternisation, enfouissant sous les décombres de la guerre, et pour des décennies, le mot d'ordre du Manifeste Communiste : "Les prolétaires n'ont pas de patrie, prolétaires de tous les pays, unissez-vous !".

C'est à la "Libération" que le venin idéologique de l'anti-fascisme, inoculé par le PCF, est apparu dans sa nudité la plus scandaleuse, anesthésiant jusque dans ses moindres fondements la conscience de classe du prolétariat.

Ceux qui ont prétendu renier les Noske et Scheidemann (2) quelques 20 ans plus tôt, ceux qui sont devenus à leur tour les chiens de garde les plus serviles du capital, ont traîné une fois encore dans la boue et le sang l'appel des Bolcheviks à "transformer la guerre impérialiste en guerre civile". C'est, en effet, au nom de ce mot d'ordre, vidé de tout contenu révolutionnaire, que le PCF a présenté la "Libération" de Paris comme une grande insurrection populaire.

Non ! Ce n'est pas sur leur terrain de classe que les ouvriers de Paris se sont insurgés ! La grève générale de l'été 44, ce n'était pas la guerre civile que prônait la Gauche de Zimmerwald à l'heure où un Cachin, lors de la première guerre mondiale, abdiquait le drapeau rouge

ne sera pas toujours une espérance, elle deviendra une réalité vivante !" (l'Humanité du 4.7.40)

Telle fut l'ignoble hypocrisie d'un parti "ouvrier" qui s'est prostitué au capital : ce n'était pas à la fraternisation avec les prolétaires d'Allemagne que le PCF appelait, mais en réalité à la soumission à la bourgeoisie hitlérienne, alliée momentanée de l'URSS.

Et ce n'est que sous la pression de l'impérialisme russe que le PCF s'est trouvé contraint, à son corps défendant, de ravalier pour un temps (le temps que dura le pacte germano-soviétique) ses slogans nationalistes au profit de mots d'ordres qu'avec sa chute dans le camp bourgeois, il avait piétinés, enterrés à tout jamais. Fidélité à la "patrie socialiste" obligeait !

Il suffit de rappeler, pour exemple, comment le PCF a enchaîné à leurs exploiters ces 100 000 mineurs du Nord-Pas-de-Calais qui s'étaient mis spontanément en grève au printemps 1941, contre les conditions de travail imposées par le STO (4). D'abord en enfermant la grève dans le carcan syndical grâce à la reconstitution clandestine de la CGT qui, bénéficiant de l'auréole du martyr, a conduit les mineurs à la répression nazie, (alors qu'au même moment se déroulait une grève identique de l'autre côté de la frontière, en Belgique) ; en appelant ensuite au calme, à la reprise du travail, usurpant et falsifiant le véritable contenu du défaitisme révolutionnaire :

"Vous tous, mineurs, qui avez combattu côte à côte, restez unis et dites-vous bien que ce n'est pas dans la victoire d'un impérialisme sur un autre

pas derrière les bannières des FFI. Avec l'épuration de la France "libre", Francs-Tireurs et Partisans du PCF parachevaient leur besogne anti-ouvrière destinée au maintien de l'ordre bourgeois, à la sauvegarde de l'unité nationale contre toute déviation internationaliste. Ainsi ces pourvoyeurs de guerre pouvaient-ils oeuvrer à la reconstruction du capital national en appelant de nouveau les ouvriers à retrousser les manches, à "travailler partout avec ardeur, avec abnégation, en particulier dans les usines de guerre, à accroître sans cesse leur rendement, à dépasser les plans de production prévus." (Frachon)

Ainsi, en 1944 comme en 1936, Thorez appelait-il de nouveau les ouvriers à resserrer les rangs derrière le Front National : "Faire la guerre, créer une puissante armée française, reconstruire rapidement l'industrie, travailler et se battre, préparer effectivement dans l'union des coeurs et des cerveaux la renaissance de notre patrie, telles sont les tâches immédiates pour faire une France libre, forte et heureuse." (Thorez : "Oeuvres Choiesies")

La soumission à l'esclavage salarié, à la production de guerre était pour le PCF la forme la plus élevée du "devoir de classe". Telle fut la grande victoire "populaire" de la "Libération" : pour tous ces prolétaires saignés à blanc, abusés par les phrases sonores du Front Populaire, assujettis aux idéaux bourgeois jusqu'au sacrifice de leur vie, il y eut "de l'eau bénite d'abord, des injures ensuite, de la mitraille enfin, de la misère toujours." (Blanqui)

Il est vrai que le PCF s'était sauvagement battu dans la Résistance pour

(1) En effet, vers la fin de la guerre éclatèrent dans toute l'Allemagne de nombreux mouvements insurrectionnels (mutineries de soldats, émeutes ouvrières à Berlin, Kiel, Brême) écrasés tant par le gendarme nazi que par les bombardements des Alliés sur les quartiers ouvriers.

(2) Dirigeants du Parti social-démocrate allemand, responsables à la tête du gouvernement de l'écrasement de la Révolution allemande en 1919.

(3) Dirigeant de la SFIO. Dès 1914, "jusqu'aboutiste", membre du gouvernement de l'Union Sacrée lors de la première guerre mondiale, fondateur et grand orateur du PCF.

(4) Service du Travail Obligatoire institué sous le régime de Vichy.

LE PROLETARIAT EST LA SEULE FORCE SOCIALE CAPABLE DE S'OPPOSER A LA GUERRE

Elle a bien raison, la bourgeoisie, de fêter en grande fanfare le cinquantenaire de son débarquement de Normandie, de sa Libération et de tout le train. Car c'était une superbe victoire pour elle.

Victoire militaire sans doute, celle des Alliés contre les troupes de l'Allemagne nazie. Mais victoire surtout contre la classe ouvrière des deux côtés des frontières de la guerre. C'est ce dernier genre de triomphe que la bourgeoisie aime au premier chef célébrer. Cela lui permet d'enfoncer dans la conscience des prolétaires le coin douloureux de ses défaites. Cela tend à démoraliser les ouvriers en leur rappelant les pages les plus sombres de leur histoire, les heures fatales de leur impuissance.

■ En effet, c'était une classe ouvrière profondément vaincue que celle de 1944. Elle avait subi l'entraînement dans la seconde boucherie mondiale sans aucune possibilité d'opposition. Elle avait ensuite dû boire jusqu'à la lie le calice de l'horreur assassine des armées impérialistes rivales. Des millions de prolétaires du monde entier, s'entre-tuant pour le compte des cliques impérialistes, payèrent de leur vie cette vacance tragique de la classe ouvrière sur la scène de l'histoire. On l'avait enrôlée de force sous les bannières fascistes ou embrigadée insidieusement derrière les oriflammes démocratiques. Signe supplémentaire de sa situation sinistère de l'époque, le prolétariat serait encore obligé, après 1945, de renoncer à ses luttes revendicatives pour travailler au redressement économique des Etats. Ceux qui l'avaient pourtant envoyé au massacre.

Par comparaison, on n'a jamais vu la bourgeoisie chanter avec autant d'émphase, avec d'aussi considérables fastes, l'armistice de novembre 1918. Pourquoi ? C'est très simple, parce que mettre cela en avant reviendrait par la force des choses à remémorer le rôle décisif qu'y avait joué la classe ouvrière. Celle-ci avait bien essuyé une défaite au moment du déclenchement de la première guerre mondiale mais, au bout de trois ans de tueries, elle avait été capable de s'insurger. La montée de sa vague révolutionnaire à travers l'Europe, en commençant par la Russie, contraignit les camps impérialistes belligérants à conclure d'urgence la fin du conflit. Lequel, sans cela, aurait pu continuer quelque temps encore d'exercer ses ravages.

Et c'est aussi pour faire oublier au prolétariat la puissance énorme qu'il peut développer quand il lutte comme

classe sur son propre terrain que la démocratie bourgeoise insiste tant sur les circonstances de la défaite ouvrière en 1944.

1917 - 1927, la puissance de la classe ouvrière

Ouvriers, rappelez-vous ce que votre classe, héroïque, a été capable de faire. Dites-vous que vous avez toujours les moyens de le refaire. La bourgeoisie elle-même redoute votre mémoire. Voilà pourquoi elle s'efforce d'émasculer, tronquer, falsifier et black-outer votre histoire.

Quel désolant tableau offre la classe ouvrière dans les années 1914-1916 ! Elle dont les rangs nombreux avaient forgé des partis socialistes si forts qu'ils intimaient le respect à la bourgeoisie n'avait pu empêcher l'éclatement de la guerre. Maintenant, ses fils, comme résignés, s'entr'égorgent dans la boue des tranchées. La honte, le désarroi, habitaient leur âme après que les dirigeants de la II^e Internationale les eurent trahis. Alors, la bourgeoisie pouvait bien estimer avoir eu définitivement la peau du prolétariat. Même certains révolutionnaires désespéraient. Pourtant, à partir de 1916, des signes de changement s'accumulent. Ils explosent en février 1917, en Russie, où ce qui eût dû rester une simple manifestation démocratique de femmes en vient à cristalliser soudain une masse de mécontentements ouvriers face aux restrictions, aux famines, imposées par l'économie de guerre, à l'exploitation forcée dans les industries d'armement. Ces griefs entrent naturellement en résonance avec les souffrances que la guerre fait endurer aux familles travailleuses, dont chacune ou presque compte un enfant mort au front. Et cet humble mouvement accouche bientôt d'une révolution inimaginable la veille.

Des conseils ouvriers naissent et se répandent comme traînée de poudre sur tout le territoire russe. Le tzar est déposé. Neuf mois après le départ du mouvement, les soviets prennent le pouvoir à l'automne 1917, qui se donnent pour direction politique principale le parti ouvrier des bolcheviks. Au nom de la classe ouvrière, Lénine et ses amis retirent la Russie de la guerre en mars 1918.

Bien sûr, les nouvelles de Petrograd allument un énorme espoir dans tout le prolétariat mondial. Naturellement, l'onde de choc de l'Octobre rouge ne tarde pas à se propager dans le reste de l'Europe, où les armes tonnent encore. Des mutineries éclatent au front un peu partout de même que des fraternisations entre soldats d'armées ennemies tandis que le bruit de la révolte gronde à l'arrière. En Allemagne surtout, où des casernes de marins et d'autres troupes se soulèvent en 1918. Le prolétariat allemand, le phare de la classe ouvrière mondiale, suit l'exemple de son frère russe. Il forme à son tour des conseils. L'insurrection révolutionnaire menace si fort que la bourgeoisie germanique, instruite du sort de l'Etat de son voisin de l'Est, réagit d'extrême urgence. En concertation avec les impérialismes adverses, elle

prépare les termes d'un armistice qui sera effectivement signé en novembre, coupant par là l'opposition à la guerre qui servait de moteur d'expansion au mouvement ouvrier. Après avoir donné son congé au kaiser, elle met en place la république dite de Weimar en faisant appel, pour les postes principaux, aux hauts dirigeants socialistes (Noske, Scheidemann, Ebert, etc.) qui avaient trompé la classe ouvrière en 1914. Et ce sont ces socialistes traîtres, aidés de l'intérieur comme de l'extérieur par l'ensemble de la classe bourgeoise du monde à commencer par celle des Etats-Unis, qui réussiront à circonvenir les conseils. C'est que ces chiens avaient appris à connaître intimement les réactions ouvrières du temps qu'ils étaient des militants prolétaires. Ils vainquirent à la suite la tentative de prise de pouvoir spartakiste en décembre 1918-janvier 1919.

L'armistice forcé, la montée des ex-socialistes au créneau de l'Etat allemand, montrent, par décalque, quel degré de puissance manifestait la vague révolutionnaire prolétarienne (qui s'étendra encore, à des niveaux divers, en Italie, en Finlande en Hongrie, et rebondira plusieurs fois en Allemagne jusqu'en 1923). Ample était, en vérité, l'inquiétude que cette vague inspirait à toutes les bourgeoisies. Celles-ci mirent en place un gigantesque cordon d'isolement autour de l'URSS naissante qui, avec le temps, provoquera le pourrissement de l'intérieur du pouvoir des conseils et du parti bolchevik. Même de mieux en mieux organisée pour contrer le mouvement ouvrier, la bourgeoisie éprouvera encore de grandes peines à juguler les grèves massives de Grande-Bretagne en 1926, voire les insurrections de Shanghai et Canton (Chine) en 1927. On peut dire que c'est seulement au début des années 30 que les bourgeoisies auront le sentiment d'en avoir enfin complètement terminé avec la vague révolutionnaire née en 1917. Il lui aura fallu pour cela plus de dix ans !

Même défaite, la classe ouvrière continue d'inspirer des craintes à la bourgeoisie

Désormais vaincue, privée de sa perspective historique, la classe ouvrière n'en continue pas moins à poser des problèmes à la bourgeoisie. A partir de 1933, le cours à la seconde guerre mondiale s'ouvre mais la classe dominante ne dispose pas d'emblée d'une idéologie suffisante d'entraînement des prolétaires au nouveau casse-pipe impérialiste. Et il faudra l'élaboration de l'antifascisme, avec le concours décisif des partis socialistes ainsi que des dirigeants "communistes" (à leur tour passés à l'ennemi), pour que la bourgeoisie parvienne à ses fins. C'est-à-dire enfermer le prolétariat sur le terrain démocratique, le dévoyer du sol naturel de ses luttes et lui faire confondre ses intérêts propres avec ceux de l'Etat. C'est cela, réalisé après 1936, qui consomme la défaite définitive du prolétariat, le condamne au seul rôle de l'agneau sacrificiel dans la seconde guerre mondiale et lui ôte toute capacité, le conflit éclaté, d'en provoquer l'achèvement comme il le

fit en 1917-1918. Pourtant, il faut croire que la bourgeoisie n'était pas de cela tout à fait assurée. Ciblait les quartiers ouvriers de Dresde et de Hambourg en 1944, les monstrueux et criminels bombardements des Alliés en 1944, par exemple, peuvent difficilement trouver une justification purement impérialiste, vis-à-vis du potentiel industriel allemand de Hitler et de ses futurs successeurs. Il est loisible d'y voir avant tout une intention de terreur contre les ouvriers allemands (et, par ricochet, les autres) et le souci de prévenir une éventuelle réaction prolétarienne à l'exemple de celle de 1917-18.

Jamais la classe ouvrière ne forgera sa force sur le terrain démocratique

Classe exploitée, le prolétariat, qui n'a pas le choix, progresse sur sa route historique en tirant plus souvent les leçons de ses défaites que celles de ses victoires. De toute façon, comme on le voit encore avec le barouf de la commémoration du Débarquement, la bourgeoisie se charge malignement de lui renvoyer ses échecs au visage. S'il lui faut donc retirer un enseignement capital de la grave déroute ouvrière de 1939-45, c'est bien celui-ci : la défaite provient du fait qu'il était complètement le jouet du piège démocratique et de la fallacieuse alternative fascisme/antifascisme. Il a fallu à la suite l'écoulement de quelques générations et la dissipation des nuées démocratiques qui avaient embrumé l'esprit des ouvriers pour qu'une nouvelle époque s'ouvre. Les événements de 1968-71 mirent au jour l'existence d'un cours favorable - où nous sommes encore - au développement des luttes ouvrières.

Dans ce temps, l'impératif d'une troisième guerre mondiale, entre le bloc soviétique et les Occidentaux cette fois, se posa de nouveau à la bourgeoisie. Mais c'est précisément la lutte des ouvriers sur leur terrain de classe qui contraria l'accomplissement des desseins impérialistes de la classe dominante. Voilà qui prouve combien la classe ouvrière pèse quand elle se situe sur son terrain. Combien elle constitue une force qui préoccupe les bourgeois. Elle ne lui laisse pas les mains libres. Ainsi le prolétariat dans son tout n'a pu être embrigadé dans la guerre du Golfe. Pas davantage dans les diverses interventions onusiennes en ex-Yougoslavie et en Afrique. De même, il n'a pas fait montre d'un grand enthousiasme pour les cérémonies militaires du cinquantenaire de la Libération. Mais que les ouvriers cèdent une nouvelle fois demain aux sirènes démocratiques, pacifistes et humanitaristes, ils se promettent alors, non pas un autre Octobre, mais le même sort que celui qui échut à leurs malheureux parents de la seconde guerre mondiale. Pire sans doute. Le combat pied à pied contre les atteintes capitalistes à son niveau de vie est la seule force du prolétariat, son unique voie d'avenir. La démocratie bourgeoise, c'est sa mort.

Sonia.

Les syndicats revendiquent leur rôle de pourvoyeurs de chair à canon

■ Les commémorations sinistres et tonitruantes du débarquement de Juin 44, ont fourni un nouveau prétexte aux syndicats pour montrer leur dévotion fervente envers la démocratie et son Etat. Ainsi, à l'appel de la CFDT et de la CGT, une manifestation a été organisée le 3 Juin à Caen devant la préfecture pour, tenez-vous bien, "obtenir que la journée du 6 Juin soit fériée en Basse-Normandie" et que "(...) monte le sentiment de mise à l'écart des salariés de ces festivités" (Libération du 3 juin 1994). Au-delà de ce mensonge patent, il s'agit une nouvelle fois de nous faire croire qu'il vaut la peine de combattre et de crever pour son pays, pour la liberté contre la dictature, pour la démocratie contre le fascisme etc. Crapulerie totale. Faut-il rappeler que ce sont eux, syndicats, partis de gauche, trotskistes, CGT et PCF en tête, qui, froidement, ont enrôlé et précipité des dizaines de millions de prolétaires dans un carnage fratricide sous la bannière de l'anti-fascisme, du chauvinisme le plus répugnant ? Qui ne se souvient des mots d'ordre abjects du comparse stalinien de la CGT, le PCF, à la Libération : "Plus forts les coups sur le Bôche chancelant !", "A chacun son Bôche !", auxquels répondaient celui de : "Vive la France éternelle !" ? Ils peuvent bien fêter la tuerie immonde de prolétaires qu'ils ont sacrifiés pour la défense de la "patrie française" derrière le masque de la Résistance. Ils peuvent bien s'indigner de voir la classe

ouvrière insuffisamment associée à cet Anniversaire du Jour J ; les prolétaires, eux, ne peuvent oublier que les syndicats ont le sang des ouvriers sur les mains, qu'ils n'ont jamais hésité, et ne rechigneront jamais, à servir et être partie prenante des intérêts de l'Etat capitaliste, camouflés derrière le voile de la démocratie. Car c'est bien là où ces bourreaux veulent en venir : passés avec armes et bagages dans le camp de la bourgeoisie lors de la première guerre mondiale, les syndicats n'ont eu de cesse depuis d'essayer de saboter et de dévoyer de l'intérieur la lutte de la classe ouvrière pour tenter de l'enchaîner à la défense de l'économie nationale.

Aujourd'hui, contrairement à ces années noires, le prolétariat n'est pas prêt à se faire trouver la peau au profit des intérêts de ses exploités. Face à la crise, la déferlante des attaques et l'explosion du chômage massif incitent la bourgeoisie et ses charognards syndicalistes à paralyser les ouvriers, en exploitant à fond la peur, le "chacun-pour-soi", en organisant la division, l'isolement systématique des luttes, en vociférant les slogans les plus chauvins comme le "Produisons français !" de la CGT.

Dans leurs luttes, les ouvriers ne doivent pas oublier que ceux qui sabotent leurs combats actuels sont bien les mêmes que ceux qui les envoyèrent se faire massacrer dans la boucherie impérialiste mondiale il y a cinquante ans.

SB

« LUTTE OUVRIERE », DERNIER DEFENSEUR DU STALINISME

La bourgeoisie ne peut plus aujourd'hui se contenter de répéter comme elle le fait depuis la chute du mur de Berlin, «le communisme est mort». Il lui faut aussi tenter d'apporter de fausses réponses au questionnement sur la perspective historique de la classe ouvrière. Combat qui a commencé à reprendre corps parmi les prolétaires, de plus en plus poussés à reprendre le chemin de la lutte pour la défense de leurs intérêts de classe. C'est pourquoi on voit se manifester depuis quelques mois l'intérêt porté par un groupe politique comme «Lutte Ouvrière» (LO) à la question de la nature de l'URSS, lui qui a longtemps évité la question dans sa presse et ses meetings publics. Aujourd'hui, c'est directement dans un tract d'appel à voter pour sa liste aux élections européennes signé de son égérie Arlette Laguiller que LO se livre à une apologie de la défunte URSS. Dans cette adresse, LO s'en prend avec virulence au PCF pour mieux briguer sa succession en tant que défenseur le plus acharné de l'URSS.

■ Pour étouffer la conscience des ouvriers, il faut, bien sûr, des partis politiques de la bourgeoisie qui défendent le système stalinien de capitalisme d'Etat en disant qu'il avait quelque chose de communiste, ou d'ouvrier, ou de progressiste. Cette sale

besogne a été menée fondamentalement par les partis staliniens eux-mêmes (les Partis «communistes»), qui ont présenté pendant des décennies le système stalinien comme le paradis socialiste ou comme «globalement positif». Cette défense grossière de l'URSS n'est plus de mise aujourd'hui et les partis qui la portaient ont été discrédités. Spécialement le PCF. Pour prendre le relais, il fallait un discours un peu plus subtil et une organisation bourgeoise moins compromise : LO.

Derrière la défense de l'URSS et du capitalisme d'Etat, ...

Ainsi, LO commence par accuser «les dirigeants» du PC d'avoir caché ce que faisaient les «dirigeants de l'URSS». C'est sa méthode habituelle : séparer les «dirigeants» du P.C. du parti lui-même. Cette méthode, typiquement bourgeoise à aujourd'hui un but bien précis : récupérer pour sa chapelle les brebis égarées du stalinisme. Mais pourquoi LO s'en prend-il à eux ? «Ils ont caché (les dirigeants du PCF) que cette minorité (les privilégiés en URSS) détruisait, sclérosait cette acquisition colossale, pour les travailleurs et l'humanité, qu'était l'économie planifiée, permise par l'expropriation de tous les capitalistes, et qui avait réussi à faire du pays le plus arriéré d'Europe, une des premières puissances industrielles mondiales». Il faut un culot colossal pour affirmer que l'économie

planifiée représente «une acquisition colossale pour les travailleurs et l'humanité» ! Parler «d'acquis pour les travailleurs» et de «grande puissance industrielle mondiale» pour un Etat qui connaissait une pénurie chronique des biens de consommation les plus élémentaires et dont le taux de mortalité infantile, l'espérance de vie ou la part du PNB consacré à la santé étaient ceux des pays les plus sous-développés, c'est se moquer du monde ! En fait, l'unique «acquisition colossale» qu'y décèle LO porte un nom : le capitalisme d'Etat. Et ce dernier n'est ni l'apanage de l'URSS, ni le produit de la formidable insurrection prolétarienne victorieuse de 1917. Il n'est que la manifestation particulière d'une tendance générale du capitalisme au vingtième siècle. L'étatisation et la planification des moyens de production comme le contrôle du commerce extérieur n'ont pas plus conféré un caractère «ouvrier» à l'URSS qu'ils n'en ont conféré à l'Allemagne nazie et à quasiment tous les pays du monde pendant la seconde guerre mondiale. Les révolutionnaires, suivant le marxisme, ont toujours affirmé que les conquêtes de la Révolution russe de 1917 étaient surtout des conquêtes politiques pour le prolétariat mondial. Et la seule croissance économique planifiée qu'a pu connaître l'URSS est celle de l'industrie militaire, de l'industrie guerrière en lien avec la militarisation de la société et les aspirations impérialistes de l'URSS stalinienne. Et c'est cela qui a fait imploser l'URSS, parce qu'elle n'était que cela, une grande puissance militaire et pas du tout «une des premières puissances industrielles mondiales», comme le prétend LO. Il ne s'agit là que d'une vaste fumisterie. Les besoins impérialistes de l'URSS ont saigné à blanc une économie de troisième ordre dont les dysfonctionnements l'apparentaient plus à un pays du tiers

monde qu'à une «puissance mondiale». Ce qui a signifié surexploitation de la classe ouvrière, salaires aux pièces, durée épuisante de la journée de travail, encadrement étatique, militarisation sociale, travail forcé pour des millions de travailleurs dans des camps de concentration. Le capitalisme d'Etat stalinien et ses crimes contre le prolétariat, ont été une tragédie engendrée par la contre-révolution. C'est cracher sur des générations de dizaines de millions de prolétaires victimes du goulag, déportés, écrasés, assassinés en masse par l'Etat stalinien, qui ont vu leur existence sacrifiée et reléguée au dernier seuil de la pauvreté sur l'autel de la plus féroce exploitation capitaliste de l'histoire !

LO cherche à empoisonner la conscience des ouvriers

LO se pose clairement, face au PC, en vrai défenseur de l'URSS et du régime stalinien de capitalisme et ses «analyses» ne sont qu'un poison idéologique que la bourgeoisie voudrait inoculer à la classe ouvrière. En cherchant à établir la prétendue supériorité des régimes étatiques staliniens sur le capitalisme «libéral», LO vise à empêcher la classe ouvrière d'identifier aussi bien dans les convulsions des Etats staliniens que dans la plongée des économies occidentales dans la crise, la même faillite du système capitaliste mondial. La perspective communiste qui pousse aujourd'hui la classe ouvrière à reprendre le flambeau de l'assaut révolutionnaire de 1917 est à l'opposé du modèle stalinien que nous tend LO. Ce n'est pas en prêtant l'oreille aux élucubrations crapuleuses de LO, c'est, au contraire, en dénonçant de tels mensonges et en les combattant que les prolétaires seront capables de retrouver et d'affirmer cette perspective.

Pinto

Le capitalisme n'a pas de solution au chômage

Face à la montée dramatique du chômage au niveau mondial que subit la classe ouvrière, notre organisation vient de publier, en supplément à sa presse, un texte de prise de position diffusé au prix de 3 Francs consacré à cette question. Nous en publions ci-dessous la présentation.

■ L'ensemble de la classe ouvrière, dans tous les pays, tous les secteurs, toutes les entreprises, vit aujourd'hui avec cette inquiétude obsédante : comment échapper à la menace du chômage ? Quel avenir la société actuelle réserve-t-elle à nos enfants ? Que peut-on faire pour sortir de cette situation ?

A ces questions, la classe capitaliste, qui dirige le monde n'a désormais qu'une seule réponse : il faut faire confiance aux gouvernements, eux seuls ont les moyens de résoudre le problème. Mais il faut être patients, accepter des sacrifices, et surtout il faut comprendre que le chômage est la rançon que l'humanité doit payer pour le développement du progrès technologique.

Ceux qui nous exploitent veulent nous faire accepter le chômage comme une fatalité. Ils cherchent à faire croire que si des dizaines de millions d'êtres humains sont plongés dans la misère, c'est parce que le capitalisme est encore un système progressiste ! S'il n'y a plus assez de travail pour tout le monde, ce serait à cause du développement de la technologie. Mensonge !

En falsifiant la réalité, l'Etat capitaliste, son gouvernement, son patronat, ses partis politiques, ses syndicats et ses curés ne visent qu'un seul objectif : empêcher les ouvriers de prendre conscience que le capitalisme est basé sur l'exploitation de la force de travail des prolétaires, et donc que l'incapacité de la bourgeoisie à fournir du travail aux exploités signe désormais la faillite de ce système. En présentant le chômage comme une fatalité, la bourgeoisie peut, de cette façon, justifier les sacrifices qu'elle impose aux ouvriers : puisqu'il n'y a plus assez de place pour tous dans la production, la seule solution, c'est le partage du travail et du salaire.

Ainsi, avec la fin du plein emploi, c'est toute la classe ouvrière qui subit aujourd'hui le chômage. Face à cette généralisation de la misère, le prolétariat doit se défendre. Il ne pourra le faire efficacement qu'en développant partout ses luttes dans la solidarité et l'unité la plus large possible.

Qu'ils aient encore un travail ou qu'ils soient au chômage, les prolétaires appartiennent à une seule et même classe. Ils doivent unir leur force en un seul et même combat.

Les prolétaires n'ont rien à perdre que leurs chaînes. Ils ont un monde à gagner.

Courant Communiste International
(mai 1994)

Partage du travail

Comment les syndicats font passer les licenciements

« La fin d'une arnaque », c'est par ces paroles que des prolétaires tirent le bilan d'une "expérience collective du partage du travail".

En effet, c'est dans la banlieue lyonnaise, que les ouvriers de l'usine Montabert, spécialiste de matériel de forage, viennent de vivre la douloureuse expérience des discours crapuleux sur le partage du travail et des revenus. Tout ceci pour sauver l'entreprise, et éviter les licenciements nous disent les charlatans syndicaux.

Voici quatorze mois que les syndicats CGT et CFTD, ont réussi à faire approuver par les prolétaires de cette usine, un accord réduisant le temps de travail et les salaires de 10%. Ceci évidemment pour « permettre à l'entreprise de passer un cap difficile ». Eh bien les derniers événements viennent de mettre à nu la réalité capitaliste. Montabert est en passe d'être reprise par un groupe américain qui prévoit tout simplement en bon capitaliste de mettre 20% du personnel à la rue.

Voilà les résultats de la campagne de la bourgeoisie sur le partage du travail, qui nous était présenté comme une solution au chômage.

Voilà où veulent nous amener les partisans des dernières campagnes sur des solutions nouvelles, comme celle développée durant la « Marche pour l'emploi » initiée par la gauche et les gauchistes, qui proclamaient dans leur journal n°4 : « Oui à la réduction du temps de travail, oui au partage des richesses entre tous et toutes. » En évitant bien entendu de préciser que c'est avec réduction de salaire !

La bourgeoisie, après avoir expérimenté ses solutions économiques sur des secteurs les plus faibles de la classe ouvrière, revient aux « bonnes vieilles formules qui ont fait leurs preuves » : les licenciements.

Mais non content d'avoir obtenu ce piteux résultat, nos syndicalistes persistent et signent dans leur ignominie : « Si c'était à refaire, on résignerait de nouveau. » (Libération du 18 juin 1994) La conviction affirmée de ces maîtres saboteurs de la lutte ouvrière est « qu'un jour un tel mouvement touchera des centaines d'entreprises. » Voilà avec quel cynisme les syndicats revendiquent haut et fort leur sale besogne. S'il en était encore besoin, voici la preuve de leur nature bourgeoise. Comme nous l'avons maintes fois écrit dans ce journal, accepter les sacrifices ne résoudra pas la crise du capitalisme, mais c'est encore laisser les mains libres à la bourgeoisie pour cogner plus fort demain. Le seul partage du travail qui a vraiment eu lieu, c'est celui entre les patrons et les syndicats pour faire mordre la poussière à la classe ouvrière.

L'exemple de Montabert montre clairement que ce sont les syndicats qui sont les maîtres d'oeuvre des attaques que subi la classe ouvrière. Plus que jamais, les ouvriers doivent s'en détourner et les reconnaître pour ce qu'ils sont : les ennemis de la lutte de classe et des agents du capital dans les entreprises.

Yannis

ABONNEZ-VOUS
A NOTRE PRESSE.

Rocard au placard « UN PS PLUS RADICAL » POUR MYSTIFIER LES OUVRIERS

■ Dimanche 19 juin, suite au score pitoyable du parti socialiste réalisé lors des élections européennes : 14 % des suffrages, alors qu'il y a peu encore il était le premier parti de France, on apprenait la démission de son premier secrétaire en la personne de Michel Rocard.

Il est évident que le PS paye là et en premier lieu, les conséquences de dix années de gestion qui, loin d'avoir "changé la vie" ont aggravé les conditions de vie des salariés sur tous les plans. Il serait impossible dans ces colonnes de faire une liste exhaustive des attaques menées par le PS au cours de ces dix dernières années. Néanmoins, en vrac, on peut citer : un triplement au moins du nombre de demandeurs d'emploi, une érosion significative du pouvoir d'achat, une dégradation des prestations de santé, des expéditions militaires meurtrières au Tchad et dans le Golfe, etc., le tout sur fond de corruption et de prévarication éhontées. Ainsi, dans tous les domaines, la "force tranquille" de 1981 a clairement démontré qu'en matière de défense des intérêts du capital national, elle n'avait de leçons à recevoir de personne.

Mais qui plus est, il est évident que le PS paye là-aussi, certes moins que le PC mais tout de même un peu, les conséquences de l'effondrement du bloc de l'Est. En effet, toute la campagne mondiale orchestrée autour de la faillite du communisme a affecté également l'ensemble des partis socialistes. Si ces derniers, à la différence des PC, ne s'alignaient pas sur l'impérialisme soviétique, ils se sont néanmoins longtemps alliés aux staliniens (Programme Commun en France) et n'ont pas hésité non plus à leur emprunter nombre d'idées en matière de capitalisme d'Etat : nationalisations...

L'arrivée au pouvoir du PS en mai 1981, pour cause de divisions de la

droite a entraîné une situation d'affaiblissement du PS. Et celle-ci constitue un réel problème pour la bourgeoisie française. Eh oui, l'encadrement des prolétaires, fonction première du PS, ne peut fonctionner que si celui-ci est dans l'opposition. Car, en étant aux affaires, le PS ne peut pas jouer son rôle d'encadreur et de dévoyeur des luttes, de critique du gouvernement. Renforcer le PS, lui donner un vernis ouvrier radical est donc une nécessité pour l'ensemble de l'appareil d'Etat bourgeois, le PC et les gauchistes n'y suffisant pas à eux seuls.

On comprend mieux ainsi la démission de Rocard et l'arrivée aux commandes d'un jospiniste comme Henri Emmanuelli. Appuyé par les popérenistes et la Gauche Socialiste de J. Dray et Mélançon, il vient d'ailleurs clairement de donner le ton : "Un coup de barre à gauche". Pour lui, "(...) l'erreur du Parti Socialiste est d'en avoir pas su se positionner en posture de défense face aux agressions que subissent les salariés, face aux agressions contre le Code du travail et les systèmes de santé". Le PS doit "prendre toute sa place et se situer dans une position de critique radicale" du "néo-capitalisme dominant", on ne peut être plus explicite !

A travers ce changement de direction, le PS se repositionne. Il ne s'agit plus pour lui d'être une écurie pour candidat "technocrate" à la présidentielle du type Rocard. Le danger pour la classe ouvrière est donc qu'elle se laisse séduire par les discours radicaux, anticapitalistes des socialistes qui ne vont pas manquer de fleurir. Qu'elle se souvienne plutôt du temps où au gouvernement, les socialistes n'avaient de cesse que de lui faire passer l'amère potion de la rigueur.

Arkady.

APPEL A LA SOUSCRIPTION

L'aide pour la défense de nos idées passe aussi par des souscriptions. Nous poursuivons l'appel lancé en mai 1985 pour le soutien à notre presse et à notre intervention. Pour une souscription minimum de 50 F (le préciser clairement dans le courrier qui nous est envoyé), nous enverrons 10 anciens numéros de « RI » ou 5 de la « Revue Internationale », ou des numéros encore disponibles du « Bulletin d'Etudes et de Discussions ».

SOUSCRIPTIONS

Lille : réunion publique du 18 juin : Sy : 50 ; Mo : 50 ; Ar : 20 ; Mx : 30 ; K : 50.

Nantes : réunion publique du 14 mai : Nicolas : 100 ; Lulu : 30 ; A : 250 ; H : 150 ; W : 10.

Rouen : D : 300.

Toulouse : réunion publique du 27 mai : Ja : 50 ; De : 200 ; Dany : 50 ; Did : 20 ; Fr : 100 ; Lu : 100 ; Ant : 50 ; Sam : 50 ; Ines : 30.

Tours : réunion publique du 18 juin : GP : 300 ; BC : 20.

Total : 2010.

Lisez
la Revue
Internationale

Courant Communiste International
**Revue
Internationale / 78**
3^e trimestre 1994 15ff / 100 fb

Rwanda, Yémen, Bosnie, Corée
DERRIERE LES MENSONGES DE "PAIX"
LA BARBARIE CAPITALISTE

Crise économique mondiale
LE CYNISME DE LA BOURGEOISIE DECADENTE
VERS UNE NOUVELLE TOURMENTE FINANCIERE

Commémorations de 1944
50 ANS DE MENSONGES IMPERIALISTES

Milieu politique prolétarien
Polémique avec Programme communiste, II
LE REJET DE LA NOTION DE DECADENCE

Le communisme n'est pas un bel idéal
mais une nécessité matérielle, IX
LE COMMUNISME
CONTRE LE "SOCIALISME D'ETAT"

REUNIONS PUBLIQUES ET PERMANENCES

La section du CCI en France organise régulièrement des réunions publiques et des permanences dans plusieurs villes.

Dans une période où les forces révolutionnaires sont éparpillées, où la discussion, la réflexion politique font cruellement défaut dans les rangs du prolétariat, ces réunions correspondent au besoin de concentrer et ramasser toutes les préoccupations qui se font jour dans la classe ouvrière. Elles se veulent être un lieu ouvert d'échange de points de vue, d'orientation et

d'élaboration de la réflexion politique et théorique, ainsi qu'un lieu de réappropriation de l'histoire de notre classe.

Alors que dans les réunions publiques, les discussions s'organisent autour d'un thème précis introduit par un bref exposé de notre organisation, dans les permanences, le débat se développe à partir des questions et préoccupations des participants (actualité, histoire du mouvement ouvrier, approfondissement des positions politiques...).

SUR LE THEME

Cinquante ans après la fin de la deuxième guerre mondiale LE CAPITALISME, C'EST TOUJOURS LA GUERRE ET LA BARBARIE

LILLE

Braderie nous tiendrons un stand le dimanche 4 septembre, toute la journée.

Vente de la presse le troisième dimanche de septembre de 11 h à 12 h au marché de Wazemmes, rue des Sarrazins, angle de la rue Racine.

LYON

Réunion publique le samedi 2 juillet à 15 h au C.C.O., 39, rue G. Courteline, Villeurbanne (bus 27, 37, 38, arrêt Antonins). Permanence les vendredis 8 juillet et 26 août à 20h30, brasserie "Paulaner", rue de la Barre, métro Bellecour. Vente de la presse au métro Saxe-Gambetta, le 3^e vendredi de chaque mois de 17 h 30 à 18 h 30.

MARSEILLE

Réunion publique le samedi 13 août à 20h30. Rendez-vous à partir de 20h15 à la sortie du M^o Chartreux. Permanence les mardis 19 juillet, 23 août et 6 septembre de 18 h 30 à 19 h 30 au bar-tabac « La Comète », cours Jean-Ballard (M^o Vieux-Port). Vente de la presse les samedis

9 juillet, 13 août et 17 septembre de 11 h à 12 h au marché de la Plaine, face à la rue Rey et à la rue St Michel (6^e).

NANTES

Permanence les vendredis 1^{er} juillet, 26 août et 2 septembre à 20 h 30, salle de la Fraternité, 3, rue de l'Amiral Duchaffault (Quartier Mellinet). Vente de la presse à la station du tramway, place du Commerce, tous les deuxièmes mardis du mois, de 17h15 à 18h.

PARIS

Réunion publique le samedi 17 septembre à 17 h, au 27, avenue de Choisy, M^o Porte-de-Choisy. Permanence les samedis 9 et 30 juillet et de 18 h à 20 h, à la même adresse. La permanence du 27 août se tiendra à l'heure habituelle, au Tabac de la porte de Choisy, face au métro. Celle du 3 septembre aura lieu à l'adresse habituelle. Vente de la presse au marché de St-Denis (M^o St-Denis-Basilique), le 2^e dimanche du mois, à partir de 11 h 30.

TOULOUSE

Réunion publique les vendredis 22 juillet et 26 août à 21 h. Rendez-vous sur la place de l'église de la Fourquette, route de Seysses.

Permanence les vendredis 8 juillet, 5 et 19 août, 9 et 16 septembre à 18h30. Rendez-vous brasserie « Saint-Exupéry », avenue Saint-Exupéry (près du pont des Demoiselles).

Vente de la presse les dimanches 10 et 24 juillet, 7 et 14 août, 11 et 18 septembre, de 11 h à 12 h, au marché aux Puces (place St-Semin).

TOURS

Permanence les samedis 2 juillet et 27 août à 17h, au café-hôtel "Le Bordeaux", Boulevard Heurteloup.

Vente de la presse tous les deuxièmes vendredis du mois, à la station du tramway, place du commerce, de 17h15 à 18h.

APPEL AUX LECTEURS

La gravité de la situation historique présente de décomposition accélérée du capitalisme exige une intervention accrue des révolutionnaires. C'est encore avec de faibles forces que les révolutionnaires doivent faire face à des tâches gigantesques. C'est pourquoi nous faisons appel à tous nos lecteurs, tous nos sympathisants qui désirent collaborer à la diffusion de nos publications, comme certains nous l'ont déjà proposé. Les informations dont ils peuvent disposer sur ce qui se passe autour

d'eux, les comptes-rendus des discussions qu'ils peuvent avoir dans les rangs ouvriers nous seraient également utiles, vu les difficultés auxquelles se heurte le prolétariat aujourd'hui. Enfin, nous avons besoin que notre presse soit déposée dans les librairies ou dans les kiosques, et il est souhaitable que toutes les énergies se mobilisent pour effectuer un suivi régulier de la diffusion. Nous profitons également de l'occasion pour renouveler nos appels à ce que des critiques ou commentaires nous parviennent.

QUELQUES LIBRAIRIES OU L'ON PEUT TROUVER LA PRESSE DU CCI

ANGERS :

« Contact » - rue Lepneveu

BORDEAUX :

« Le Roi Lire » - rue S^{te}-Catherine

BREST :

« Maison de la Presse » - 64, rue Jean-Jaurès

CLERMONT-FERRAND :

« Le Papyvire » - 3, rue de l'Ente

Librairie « Jean-Rome » - 1, rue des Gras

« Maison de la Presse » - place de Jaude

DIEPPE :

« Maison de la Presse » - 102, Grande-Rue

DUNKERQUE :

« Maison de la Presse » - 34, rue Poincaré

GRENOBLE :

« Le Sphinx » - 6, rue Brocherie

« L'encre sympathique » - 6, rue Saint-Laurent

LAVAL :

« Point presse » - Centre C^{iel} La-Mayenne

« Maison de la Presse » - place de La-Trémoille

LE HAVRE :

« Presse des Halles » - 27, place des Halles-Centrales

LILLE :

« Galerie » - 57, rue de Béthune

Café-restaurant « Le Rainbow » - 17, rue du M^o-de-Lattre-de-Tassigny

« Le Comte de Monte-Cristo » - Centre commercial V2, n^o 84, Villeneuve-d'Ascq

LYON :

« La Gryphe » - 5, rue Sébastien-Gryphe (7^e)

« La Proue » - 15, rue Childebert (2^e)

MARSEILLE :

« Odeur du Temps » - 35, rue Pavillon (1^{er})

« Librairie des 2 Mondes » - 52, rue des Trois-Mages (6^e)

« Kiosque de la Presse » - 56, bd de Strasbourg (face aux Douanes)

MELUN :

« La Porte Ouverte » - 19, rue du G^o-de-Gaulle

MONTAUBAN :

« Maison de la Presse » - rue de la République

MONTPELLIER :

Tabac « Le Rallye » - 20, Bd du Jeu-de-Paume

Librairie « Sauramps-Le Triangle » - Allée J.-Milhaud

NANTES :

« Vent d'Ouest » - 5, pl. du Bon-Pasteur

« Lanoë » - 2, rue de Verdun

« Librairie des Boulevards » - 20, bd des Anglais

NICE :

« Le Temps de Vivre » - 50, bd de la Madeleine

ORLEANS :

« Temps Modernes » - rue N-D-de-la-Délivrance

PARIS :

« L'Herbe Rouge » - 1 bis, rue d'Alésia (14^e)

« Parallèles » - 47, rue St-Honoré (1^{er})

« FNAC » - Forum des Halles (1^{er})

« La Boulangerie » - 67, rue de Bagneux (Montrouge)

SAINT-ETIENNE :

« Librairie de Paris » - rue Michel-Rondet

« Utopia » - rue Pierre-Berard

SAINT-NAZAIRE :

« Le Temps de Vivre » - 71, rue Jean-Jaurès

TOULON :

« Hall de Presse » - bd M^o-Leclerc

TOULOUSE :

« Toulouse Presse » - 60, rue Bayard

« FNAC » - 81, bd Carnot

« Les Arcades » - place du Capitole

TOURS :

« Librairie » - 104, rue Colbert.

DISTRIBUÉ

PAR LES N.M.P.P.

Imprimerie G.-Tautin - 9, cité Beauharnais 75011

Directeur de la publication : D. Van Celst

Numéro de Commission paritaire : 54267

PUBLICATIONS DU CCI

Ecrire les adresses comme suit,
sans nom de la publication :

ACCION PROLETARIA

Apartado de Correos 258

Valencia 46080 - ESPAGNE

INTERNATIONALISME

BP 1134, 1000 Bruxelles 1 - BELGIQUE

INTERNATIONALISM

P.O. Box 288 New York

N.Y. 10018-0288 - U.S.A.

INTERNACIONALISMO

Apartado 20674 Caracas 1020-A -

VENEZUELA

INTERNATIONELL REVOLUTION

IR, Box 21106, 10031 Stockholm -

SUEDE

RIVOLUZIONE INTERNAZIONALE

CP 469, 80100 Napoli - ITALIE

WERELD REVOLUTIE

WR Postbus 11549

1001 GM Amsterdam - HOLLANDE

WORLD REVOLUTION

BM Box 869,

London WC1N 3XX - GRANDE-BRETAGNE

WELTREVOLUTION

Postfach 410308 50863 Köln, 41 - R.F.A.

REVOLUCION MUNDIAL (Mexique)

Apdo. Post. 15-024, C.P. 02600

Distrito Federal, Mexico, MEXIQUE

COMMUNIST INTERNATIONALIST

(Inde) (publication en langue Hindi)

Ecrire à l'adresse de World Revolution,

avec la mention : W.R./C.I.

ABONNEMENTS

ABONNEMENT SIMPLE

(12 numéros du journal) :

FRANCE : 100 F - ETRANGER : 100 F -

PAR AVION : 120 F

ABONNEMENT SIMPLE

(4 numéros de la Revue internationale) :

FRANCE : 75 F - ETRANGER : 75 F -

PAR AVION : 90 F

ABONNEMENT COUPLÉ

(journal + revue) : FRANCE : 170 F -

ETRANGER : 170 F - PAR AVION : 210 F

ABONNEMENT DIFFUSEUR

Aux lecteurs qui souhaitent diffuser notre

presse autour d'eux, nous proposons les

modalités suivantes :

- RI : abonnement à 3 : 240 F, à 5 : 400 F.

- Revue internationale : abonnement à

2 : 145 F, à 3 : 250 F.

Ecrivez-nous pour mettre au point

d'autres possibilités.

ABONNEMENTS ET VERSEMENTS

par chèque bancaire ou postal à l'ordre de :

R.I. - CCP 202 3302 X - PARIS

à adresser à :

**RI, BP 581 -
75027 PARIS CEDEX 01**

Pour tout virement postal fait directement à l'ordre de RI, au CCP, veuillez expliquer les raisons du versement (abonnement journal ou revue, commande de brochure, soutien...)

BROCHURES

Les syndicats contre la classe ouvrière

(15 F + 8 F/18F pour frais d'envoi)

Nation ou classe

(15 F + 8 F/18F)

Le trotskysme contre la classe ouvrière

(30 F + 8 F/18F)

Plateforme et Manifeste du C.C.I.

(15 F + 8 F/18F)

Organisation communiste

et conscience de classe

(15 F + 8 F/18F)

La décadence du capitalisme

(15 F + 8 F/18F)

L'Etat dans la période de transition

(20 F + 8 F/18F)

Bilan de la lutte des infirmières (octobre

88) (10 F + 8 F/18F)

Guerre du Golfe (15 F + 8 F/18F)

La Gauche communiste d'Italie

(80 F + 21 F/33F)

La Gauche hollandaise (120 F + 21 F/33F)

L'effondrement du stalinisme

(20 F + 8 F/18F)

La Révolution russe (nouvelle édition)

(15 F + 8 F/18F)

POLEMIQUE AVEC "IL COMUNISTA"

Le sectarisme est une tare pour le mouvement ouvrier

■ En mars 1993, le CCI a participé, aux côtés d'autres groupes prolétariens et internationalistes à une intervention pour dénoncer la réunion publique du vieux stalinien russe Ligatchev à Milan. Il s'agissait, à travers cette intervention, de dénoncer l'assimilation crapuleuse du communisme au stalinisme et de s'affirmer solidaires des ouvriers russes exploités pendant plus de cinquante ans par les bourreaux staliniens.

Bien que cette intervention commune des révolutionnaires ne se soit pas effectuée sur le meilleur objectif qui soit (dans la mesure où leur voix se trouvait mêlée à celle des différentes fractions de la bourgeoisie qui "dénoncent" le stalinisme), et malgré des insuffisances des critères de participation (qui permettent à un groupe de l'extrême gauche du capital de s'immiscer dans ce regroupement de révolutionnaires), elle s'est néanmoins acquittée de ses responsabilités. Ainsi elle a permis qu'un pas soit effectué dans la direction d'une plus grande responsabilité des groupes prolétariens et internationalistes, face à la classe ouvrière, pour défendre en communs les positions qu'ils partagent.

Il Comunista de juin 1993 (1) critique cette intervention : « *Nous sommes restés des défenseurs convaincus des positions du parti d'hier, réfutant donc toute action ou tout acte qui présuppose un accord politique avec d'autres organisations; alors que nous sommes toujours disponibles pour une action sur le terrain syndical et immédiat et sur des positions de classe avec tout prolétaire qui essaie de lutter sur ce terrain. Nous n'excluons pas la possibilité de préparer des actions communes avec d'autres formations politiques seulement et exclusivement sur ce terrain (...). Nous restons solidement ancrés dans la conception marxiste défendue par la gauche communiste de 1921 et en particulier par Bordiga (2): non aux discussions entre thèses et programmes, non aux "débat" ou aux "congrès" organisés dans le but de regrouper des forces politiques différentes* ».

Il Comunista affirme que son attitude sectaire serait en continuité de la tradition « *marxiste et bordiguiste* ».

En continuité de la tradition marxiste ?

Dès avant la formation de la Ligue des communistes (1847), Marx, Engels, et d'autres militants prirent contact avec des cercles et des groupes communistes dans tous les pays européens. Un échange de correspondances, des rencontres et des polémiques permirent la confrontation des différentes positions politiques en présence. C'est grâce à ces débats publics que fut permise la fondation de la Ligue des communistes.

Lors de la dissolution de la Ligue en 1852, pendant la contre-révolution, les révolutionnaires ne se retirèrent pas dans leur tour d'ivoire. Ils continuèrent à consolider les bases théoriques et pour ce faire maintinrent le contact entre eux. C'est grâce à ce travail qu'en 1864 ils avaient acquis la connaissance des conceptions politiques des différents groupes qui allaient adhérer à la première Internationale, et qu'ils purent ainsi apporter leur concours précieux au congrès de fondation de l'Internationale Ouvrière.

C'est cette dimension du processus qui mène à la formation des partis de la classe ouvrière que les camarades d'*Il Comunista* escamotent.

De même, en 1889, la II^e Internationale est fondée par le regroupement de différents partis nationaux qui ont des conceptions politiques divergentes. Tout au long de la vie de la II^e Internationale, il y eut de dures confrontations politiques, non seulement entre les ailes marxistes et réformistes, mais également au sein même de l'aile marxiste. De ces confrontations, il nous reste les exemples célèbres des polémiques entre Rosa Luxemburg et Kautsky, qui finit par emprunter le chemin du réformisme, mais aussi, au sein de la gauche, des polémiques entre Rosa de nouveau et Lénine.

Si les révolutionnaires de l'époque avaient suivi la voie proposée par *Il Comunista*, Rosa Luxemburg aurait quitté le SPD bien avant 1914, ce qui aurait eu pour seul résultat de laisser se développer plus rapidement encore le contrôle de ce parti par les réformistes et les sociaux-traites. De même une scission prématurée n'aurait pas permis l'indispensable travail de fraction, au sein du parti, qui participa de créer les conditions nécessaires à l'émergence du PC allemand en 1919.

De même, heureusement que Lénine et les bolcheviks n'avaient pas les conceptions politiques d'*Il Comunista* ! En effet, celles-ci ne leur auraient pas permis de participer aux conférences de Zimmerwald en 1915 (3) et de Kienthal en 1916, en raison des profondes divergences qu'ils avaient avec les gauches de la II^e Internationale. Or c'est à partir de ces conférences que se développèrent les bases de la fondation de l'Internationale Communiste en 1919.

En continuité de la tradition de la gauche italienne ? (4)

D'après *Il Comunista* ce courant aurait toujours rejeté le débat politique, toute action commune et toute unification avec d'autres forces ou courants politiques prolétariens. Encore une fois, les faits démontrent le contraire.

Rappelons nous que le PC italien, au temps où Bordiga était son principal animateur, ne fut pas toujours, dans les premières années de son existence, d'accord avec la politique de l'Internationale Communiste (IC). Cela ne l'empêcha pas de rester en sein son tout en menant le combat politique. Cette amnésie d'*Il Comunista* le conduit à jeter par dessus bord tous ces combats menés par la Gauche italienne, et Bordiga en son sein, contre la dégénérescence de l'Internationale.

Rappelons nous le combat de la Gauche italienne à l'étranger dans les années 30 (alors que Bordiga abandonne la lutte politique pendant 15 ans) afin de regrouper toutes les énergies révolutionnaires dans la lutte

contre le stalinisme et pour la défense des positions prolétariennes et internationalistes. Au cours de cette période, la gauche italienne a en permanence a confronté ses positions politiques aux groupes oppositionnels de gauche de l'I.C. et aux courants trotskistes, alors qu'elle avait des divergences grandissantes avec ces derniers. C'était là la seule méthode, et elle allait lui permettre, durant la guerre impérialiste, la défense des positions révolutionnaires et de l'internationalisme prolétarien. Elle seule pouvait également lui permettre d'effectuer le travail de formation des cadres révolutionnaires pour les groupes internationalistes d'après la guerre.

Enfin, lorsqu'en 1943 est fondé le Parti Communiste Internationaliste à Milan par le regroupement de différents formations (5), notamment par une partie de la fraction italienne qui à cette fin se dissout, Bordiga, lui-même est invité à la rejoindre. Il hésita. Nous laisserons volontairement de côté, dans le cadre de cet article, un aspect important de ce regroupement que nous critiquons pour son opportunisme (6). Nous ne rentrerons pas non plus dans les détails de son déroulement et de l'origine d'*Il Comunista*. Néanmoins nous pouvons affirmer, sans crainte de nous tromper, que ce groupe est lui-même le résultat de ce regroupement de 1943.

Sur quoi donc repose l'affirmation d'*Il Comunista* selon laquelle la gauche italienne aurait constamment refusé les discussions politiques et le regroupement des forces révolutionnaires ? C'est une pure invention de Bordiga qui, après 1952 (7) et sa rupture avec le Parti communiste internationaliste, a théorisé le repli sectaire pour mieux justifier, a posteriori, son retrait de la vie politique de 1926 à 1943 (8).

L'histoire du mouvement ouvrier nous enseigne clairement que ses organisations politiques se sont en permanence formées par le regroupement de forces politiques en divergence sur différentes questions,

et dans la confrontation permanente de ces divergences. Sans débat ni confrontation rien ne serait possible, c'est pourquoi le monolithisme et le sectarisme sont étrangers au mouvement ouvrier. *Il Comunista* n'a malheureusement tiré aucune leçon de l'éclatement, en 1982, du groupe Programme Communiste dont il est issu. La conception bordiguiste fait que chacune des composantes de ce courant se considère comme le seul et unique parti et ne veut pas discuter avec les autres composantes. Nous ne pouvons les y contraindre. Si *Il Comunista* continue à développer cette attitude sectaire, il se condamne d'abord à l'isolement puis au néant politique.

Pour notre part, nous continuerons à encourager la confrontation politique intransigeante entre les groupes prolétariens et internationalistes, sans opportunisme et sans illusion sur des succès immédiats. Nous sommes convaincus que c'est la seule façon de répondre à nos responsabilités et aux enjeux historiques qui sont posés au prolétariat.

Dick.

(D'après un article de *Rivoluzione Internazionale*)

(1) *Il Comunista*, journal du Parti Communiste International (PCI). CP 10835, 20100 Milano

(2) Bordiga (1889 - 1970) est un des principaux fondateurs du Parti communiste italien en 1921 (voir notre brochure *La Gauche Communiste d'Italie*).

(3) Le manifeste de Zimmerwald était opportuniste car il faisait des concessions à des idées pacifistes.

(4) Bordiga n'est qu'une composante, une expression, de la gauche italienne mais il n'en recouvre pas toute sa richesse et sa diversité.

(5) Voir notre brochure *La Gauche Communiste d'Italie*.

(6) Voir l'article « La tâche de l'heure : formation du parti ou formation des cadres ? », dans notre *Revue Internationale*, n° 32.

(7) Bordiga n'était pas inscrit au Parti Communiste Internationaliste (PCInt) avant 1952 mais il y collaborait et y faisait des apports théoriques importants. C'est lui qui écrivait dans *Battaglia Comunista*, journal du PCInt, par exemple sous la rubrique « Le fil du temps ».

(8) Voir le livre d'Onorato Damen *Bordiga, validité et limites d'une expérience dans l'histoire de la gauche italienne*, éd. EPI, Milano, 1977 (commander auprès du PCInt).

NOS POSITIONS

* Depuis la Première Guerre mondiale, le capitalisme est un système social en décadence. Il a plongé à deux reprises l'humanité dans un cycle barbare de crise, guerre mondiale, reconstruction, nouvelle crise. Avec les années 80, il est entré dans la phase ultime de cette décadence, celle de sa décomposition. Il n'y a qu'une seule alternative devant ce déclin historique irréversible : socialisme ou barbarie, révolution communiste mondiale ou destruction de l'humanité.

* La Commune de Paris de 1871 fut la première tentative du prolétariat pour mener à bien cette révolution, à une époque où les conditions n'étaient pas encore mûres. Avec la situation donnée par l'entrée du capitalisme dans sa période de décadence, la révolution d'Octobre 1917 en Russie fut le premier pas d'une authentique révolution communiste mondiale dans une vague révolutionnaire internationale qui mit fin à la guerre impérialiste et se prolongea plusieurs années. L'échec de cette vague révolutionnaire, en particulier en Allemagne en 1919-23, condamna la révolution en Russie à l'isolement et à une rapide dégénérescence. Le stalinisme ne fut pas le produit de la révolution russe, mais son fossoyeur.

* Les régimes étatisés qui, sous le nom de « socialistes » ou « communistes », ont vu le jour en URSS, dans les pays de l'est de l'Europe, en Chine, à Cuba, etc., n'ont été que des formes particulièrement brutales d'une tendance universelle au capitalisme d'Etat, propre à la période de décadence.

* Depuis le début du XX^e siècle, toutes les guerres sont des guerres impérialistes, dans la lutte à mort entre Etats, petits ou grands, pour conquérir ou garder une place dans l'arène internationale. Ces guerres n'apportent à l'humanité que la mort et la destruction à une échelle toujours plus vaste. La classe ouvrière ne peut y

répondre que par sa solidarité internationale et la lutte contre la bourgeoisie dans tous les pays.

* Toutes les idéologies nationalistes, d'« *indépendance nationale* », de « *droit des peuples à disposer d'eux-mêmes* », quel que soit leur prétexte, ethnique, historique, religieux, etc., sont un véritable poison pour les ouvriers. En visant à leur faire prendre parti pour une fraction ou une autre de la bourgeoisie, elles les mènent à se dresser les uns contre les autres et à s'entre-massacrer derrière les ambitions et les guerres de leurs exploités.

* Dans le capitalisme décadent, le parlement et les élections sont une mascarade. Tout appel à participer au cirque parlementaire ne fait que renforcer le mensonge présentant ces élections comme un véritable choix pour les exploités. La « *démocratie* », forme particulièrement hypocrite de la domination de la bourgeoisie, ne diffère pas, sur le fond, des autres formes de la dictature capitaliste que sont le stalinisme et le fascisme.

* Toutes les fractions de la bourgeoisie sont également réactionnaires. Tous les soi-disant partis « *ouvriers* », « *socialistes* », « *communistes* » (les ex-« *communistes* » aujourd'hui), les organisations *gauchistes* (trotskistes, maoïstes et ex-maoïstes, anarchistes officiels), constituent la gauche de l'appareil politique du capital. Toutes les tactiques de « *front populaire* », « *front antifasciste* » ou « *front unique* », mêlant les intérêts du prolétariat à ceux d'une fraction de la bourgeoisie, ne servent qu'à contenir et détourner la lutte du prolétariat.

* Avec la décadence du capitalisme, les syndicats se sont partout transformés en organes de l'ordre capitaliste au sein du prolétariat. Les formes d'organisation syndicales, « *officielles* » ou « *de base* », ne servent qu'à encadrer la classe ouvrière et à saboter ses luttes.

* Pour son combat, la classe ouvrière doit unifier ses luttes, en prenant elle-même en charge leur extension et leur organisation, par les assemblées générales souveraines et les comités de délégués, élus et révocables à tout instant par ces assemblées.

* Le terrorisme n'est en rien un moyen de lutte de la classe ouvrière. Expression des couches sociales sans avenir historique et de la décomposition de la petite-bourgeoisie, quand il n'est pas directement l'emanation de la guerre que se livrent en permanence les Etats, il constitue toujours un terrain privilégié de manipulation de la bourgeoisie. Prônant l'action secrète de petites minorités, il se situe en complète opposition à la violence de classe qui relève de l'action de masse consciente et organisée du prolétariat.

* La classe ouvrière est la seule classe capable de mener à bien la révolution communiste. La lutte révolutionnaire conduit nécessairement la classe ouvrière à une confrontation avec l'Etat capitaliste. Pour détruire le capitalisme, la classe ouvrière devra renverser tous les Etats et établir la dictature du prolétariat à l'échelle mondiale : le pouvoir international des conseils ouvriers, regroupant l'ensemble du prolétariat.

* La transformation communiste de la société par les conseils ouvriers ne signifie ni « *autogestion* », ni « *nationalisation* » de l'économie. Le communisme nécessite l'abolition consciente par la classe ouvrière des rapports sociaux capitalistes : le travail salarié, la production de marchandises, les frontières nationales. Il exige la création d'une communauté mondiale dont toute l'activité est orientée vers la pleine satisfaction des besoins humains.

* L'organisation politique révolutionnaire constitue l'avant-garde du prolétariat, facteur actif du processus de généralisation de la conscience de classe au sein du prolétariat. Son rôle n'est ni d'« *organiser la classe ouvrière* », ni de « *prendre le pouvoir* »

en son nom, mais de participer activement à l'unification des luttes, à leur prise en charge par les ouvriers eux-mêmes, et de tracer l'orientation politique révolutionnaire du combat du prolétariat.

NOTRE ACTIVITE

- La clarification théorique et politique des buts et des moyens de la lutte du prolétariat, des conditions historiques et immédiates de celle-ci.
- L'intervention organisée, unie et centralisée au niveau international, pour contribuer au processus qui mène à l'action révolutionnaire de la classe ouvrière.
- Le regroupement des révolutionnaires en vue de la constitution d'un véritable parti communiste mondial, indispensable au prolétariat pour le renversement de la domination capitaliste et pour sa marche vers la société communiste.

NOTRE FILIATION

Les positions des organisations révolutionnaires et leur activité sont le produit des expériences passées de la classe ouvrière et des leçons qu'en ont tirées tout au long de l'histoire ses organisations politiques. Le CCI se réclame ainsi des apports successifs de la *Ligue des Communistes* de Marx et Engels (1847-52), des trois Internationales (l'*Association Internationale des Travailleurs*, 1864-72, l'*Internationale Socialiste*, 1884-1914, l'*Internationale Communiste*, 1919-28), des fractions de gauche qui se sont dégagées dans les années 1920-30 de la III^e Internationale lors de sa dégénérescence, en particulier les *gauches allemande, hollandaise et italienne*.